

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 900

2 avril 2015

SOMMAIRE

Babcock & Brown France Retail Portfolio S.à r.l.	43162	Harlequino S.A.	43158
Captiva 2 KQ G2 GP S.à r.l.	43167	H&F Nugent Lux Holdco S.à r.l.	43158
Cargolux Airlines International S.A.	43180	Inland Shipping S.A.	43159
Caymus Holding S.à r.l.	43164	Inventage Belux S.à r.l.	43155
EB Investments S.à r.l.	43155	John Deere Funding S.A.	43158
European Responsible Fund	43183	Lux Global Fund - SICAV	43183
Exair S.à r.l.	43157	LuxRise Fund S.A., SICAV-SIF	43160
FaBuLux S.A.	43155	Menatlas Lux S.à r.l.	43160
Fajapiroli	43175	M&LP S.C.I.	43193
Fédération Luxembourgeoise de Shiatsu et de Pratiques Asiatiques	43155	MNG Advise	43161
Financière des Hauts Plateaux S.A.	43154	Mossi & Ghisolfi International S.à r.l.	43196
Flinders International SA	43156	Nondikass!	43161
Freko Echafaudages S.à r.l.	43156	North Low S.à r.l.	43161
Gain Capital Participations SA, SICAR ...	43157	OCM Luxembourg Mezzanine S.à r.l.	43159
GARAGE PICARD, société à responsabilité limitée	43156	OCM Luxembourg OPPS IX Blocker S.à r.l.	43160
German Retail Investment Properties S.à r.l.	43157	Orsay-Re	43200
Gonzalez Byass & Co. Ltd. S.A.	43157	Paradocs Research S.A.	43161
GPE VI FIS S.C.A.	43159	PEPP1 S.A.	43154
GPE VII FIS S.C.A.	43159	Piel Emeraude S.A.	43154
Greeneden Lux 2 S.à r.l.	43154	Polyoffice SCI	43154
		Sinalux S.A.	43156
		Usiminas International S.à r.l.	43199

Piel Emeraude S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 170.552.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015033877/10.

(150037718) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2015.

Polyoffice SCI, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-1911 Luxembourg, 36, rue du Laboratoire.
R.C.S. Luxembourg E 4.992.

Extrait du procès-verbal de la réunion des gérants tenue le 9 février 2015

Les gérants présents, constatent que l'adresse de Monsieur Marc WAGNER, associé et gérant, a changé:

- Monsieur Marc WAGNER, demeure au 11, rue Jean Jacques Knepper à L-3389 Peppange

Référence de publication: 2015033879/10.

(150037916) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2015.

Greeneden Lux 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 282, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 164.867.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Séverine Michel

Gérante

Référence de publication: 2015033677/11.

(150037866) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2015.

Financière des Hauts Plateaux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 145.407.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2015033659/11.

(150038010) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2015.

PEPP1 S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 280.328,00.

Siège social: L-7257 Walferdange, 2, Millewee.
R.C.S. Luxembourg B 103.677.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013 de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Walferdange.

Un mandataire

Référence de publication: 2015033873/12.

(150037987) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2015.

EB Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CAD 20.000,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 162.975.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 25 février 2015.

Référence de publication: 2015033631/10.

(150037469) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2015.

Fédération Luxembourgeoise de Shiatsu et de Pratiques Asiatiques, Association sans but lucratif.

Siège social: L-4961 Clemency, 21, rue des Bois.
R.C.S. Luxembourg F 8.765.

Lors de l'assemblée générale du 6 février 2015, le conseil d'administration de la F.L.S.P.A. a décidé de procéder au changement de l'article 1^{er} des statuts.

Changement Statuts:

Art. 1^{er}. La Fédération est dénommée: FEDERATION LUXEMBOURGEOISE DE SHIATSU ET DE PRATIQUES ASIATIQUES, a.s.b.l., association sans but lucratif, en abrégé F.L.S.P.A., a.s.b.l. Le siège de l'association est établie dans la commune de Käerjeng et pourra être transféré dans tout autre lieu par décision du conseil d'administration.

Référence de publication: 2015033647/13.

(150037522) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2015.

FaBuLux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 179.290.

Extrait du procès-verbal du conseil d'administration tenue en date du 28 janvier 2015

Il résulte du Conseil d'Administration de la société tenue en date du 28 janvier 2015 que:

La Fiduciaire du Grand-Duché de Luxembourg (Flux en abrégé), immatriculée au R.C.S. Luxembourg sous B142674, ayant son siège social au 29, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, est nommée commissaire aux comptes en remplacement de la société RBB Luxembourg avec effet au 1^{er} janvier 2014 pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 février 2015.

Référence de publication: 2015033648/14.

(150037537) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2015.

Inventage Belux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, 24, rue Edmond Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 113.764.

EXTRAIT

Il résulte d'une assemblée générale extraordinaire qui s'est tenue à Paris (France) en date du 22 décembre 2011, que la société GSM Consulting, ayant son siège social à F-75002 Paris, 19 boulevard Poissonnière, inscrite au Greffe du Tribunal de Commerce de Paris sous le numéro 484 722 004 R.C.S. PARIS

a changé sa dénomination en

INVENTAGE " société de droit français, établie et ayant son siège social à F-75002 Paris, 19 boulevard Poissonnière, inscrite au Greffe du Tribunal de Commerce de Paris sous le numéro 484 722 004 R.C.S. PARIS,

Pour extrait

Karine REUTER

Le notaire rédacteur

Référence de publication: 2015033717/17.

(150037681) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2015.

Flinders International SA, Société Anonyme.

Siège social: L-3480 Dudelange, 24, rue Gaffelt.
R.C.S. Luxembourg B 130.281.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2015033663/10.

(150037572) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2015.

GARAGE PICARD, société à responsabilité limitée, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.394,68.

Siège social: L-8552 Oberpallen, 19, Arelerstrooss.
R.C.S. Luxembourg B 95.805.

Les comptes annuels pour l'exercice se clôturant le 31/12/2014 pour la période du 01/01 au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015033682/10.

(150037711) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2015.

Sinalux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 125.513.

Les comptes annuels rectifiés au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Premier dépôt: le 8 août 2014, numéro de dépôt L 140144289

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 février 2015.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2015033914/14.

(150038002) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2015.

Freko Echafaudages S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6868 Wecker, 18, Duchscherstrooss.
R.C.S. Luxembourg B 105.785.

Beschluss der Gesellschafterversammlung der Freko Echafaudages S.à r.l.

Unter Verzicht auf jegliche Form- und Fristenfordernisse treten wir zu einer Gesellschafterversammlung zusammen und beschließen folgendes:

Mit Wirkung ab dem 01.02.2015 werden Frau Doris Kordel und Herr Franz Dieter Frechen von ihren Ämtern als Geschäftsführer abberufen.

Herr Christian Kordel, wohnhaft in D - 54338 Schweich, Richtstraße 30 und Frau Anne Frechen, wohnhaft in D - 54338 Schweich, Im Ermesgraben 64, werden mit Wirkung ab dem 01.02.2015 zu Geschäftsführern ernannt.

Die Geschäftsführer können die Gesellschaft jeweils rechtskräftig durch ihre alleinige Unterschrift verpflichten bis zu einem Betrag von ein tausend zwei hundert fünfzig Euro (EUR 1.250,-). Für alle Verpflichtungen die über diesen Betrag hinausgehen, bedarf es der gemeinsamen Unterschrift der beiden Geschäftsführer.

Wecker, den 31.01.2015.

Edith Frechen / Doris Kordel

Gesellschafterin / Gesellschafterin

Référence de publication: 2015033655/20.

(150037366) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2015.

Exair S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 32-36, boulevard d'Avranches.
R.C.S. Luxembourg B 116.214.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 25 février 2015.

Référence de publication: 2015033643/10.

(150037548) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2015.

Gonzalez Byass & Co. Ltd. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 76, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 154.213.

Les comptes annuels au 31 août 2014, ainsi que les informations et documents annexes ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 février 2015.

Pour Gonzalez Byass & Co. Ltd. S.A.

Un Mandataire

Référence de publication: 2015033676/13.

(150037860) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2015.

German Retail Investment Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 300.000,00.

Siège social: L-1249 Luxembourg, 2, rue du Fort Bourbon.
R.C.S. Luxembourg B 112.997.

EXTRAIT

La gérance a été notifiée que la dénomination de l'associé unique de la Société a été modifiée comme suit avec effet au 1^{er} Avril 2014:

- Aviva Investors Luxembourg S.A. au nom et pour le compte de German Retail Investment Property Fund, société de gestion enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 25.708 et située au 2, rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A Luxembourg, le 26 février 2015.

Référence de publication: 2015033673/15.

(150037671) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2015.

Gain Capital Participations SA, SICAR, Société Anonyme sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5-11, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 128.091.

Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration en date du 25 février 2015

Madame Andrea HOFER, née le 22 septembre 1968 à Vienne (Autriche), ayant sa résidence professionnelle à Schwarzenbergplatz 5, A-1030 Vienne (Autriche) a été cooptée administrateur avec effet au 31 décembre 2014 jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 février 2015.

Pour GAIN CAPITAL PARTICIPATIONS SA, SICAR

United International Management S.A.

Référence de publication: 2015033681/16.

(150038037) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2015.

H&F Nugent Lux Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 1.750.182,80.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 170.043.

—
Par résolutions signées en date du 20 février 2015, les associés ont pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Stuart Banks, avec adresse professionnelle au 21-24, Millbank, Millbank Tower, 30th Floor, SW1P 4QP Londres, Royaume-Uni, au mandat de gérant de classe A, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;
2. Acceptation de la démission de Leonora Saurel, avec adresse professionnelle au 21-24, Millbank, Millbank Tower, 30th Floor, SW1P 4QP London, Royaume-Uni de son mandat de gérante de catégorie A, avec effet immédiat;
3. Acceptation de la démission de Blake Kleinman, avec adresse professionnelle au 21-24, Millbank, Millbank Tower, 30th Floor, SW1P 4QP London, Royaume-Uni de son mandat de gérant de catégorie A, avec effet immédiat;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 février 2015.

Référence de publication: 2015033696/17.

(150037879) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2015.

John Deere Funding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 43, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 101.958.

—
Madame Jenny R. Kimball a démissionné de ses fonctions d'administrateur de John Deere Funding S.A. (la «Société») avec effet au 1^{er} février 2015.

Par décision en date du 3 février 2015, Monsieur Thomas C. Spitzfaden, avec adresse professionnelle au One John Deere Place, 61265 Moline (Etats-Unis d'Amérique), a été désigné administrateur de la Société avec effet au 1^{er} février 2015 pour une durée se terminant à l'assemblée générale ordinaire qui doit se tenir en 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 février 2015.

Thomas C. Spitzfaden

VP & Treasurer

Deere & Company

Actionnaire principal

Référence de publication: 2015033727/18.

(150037963) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2015.

Harlequino S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 132.538.

—
Lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 12 décembre 2014, les décisions suivantes sont prises à l'unanimité:

1. La société G.T. Fiduciaires S.A., ayant son siège social à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, est nommée nouveau commissaire aux comptes de la société pour une durée de six ans, en remplacement de la société G.T. Experts Comptables S.à.r.l., démissionnaire.

2. Monsieur Charles Altwies, demeurant professionnellement à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, est nommé nouvel administrateur de la société pour une durée de six ans, en remplacement de G.T. Fiduciaires S.A., démissionnaire.

3. Les mandats de M. Thierry Hellers, administrateur, et M. Gernot Kos, administrateur et président, sont prolongés et se termineront lors de l'assemblée générale qui se tiendra en 2020

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 février 2015.

G.T. Experts Comptables S.à.r.l.

Luxembourg

Référence de publication: 2015033697/19.

(150037908) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2015.

GPE VI FIS S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.
R.C.S. Luxembourg B 146.513.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 24 février 2015.

Référence de publication: 2015033691/10.

(150037677) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2015.

GPE VII FIS S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.
R.C.S. Luxembourg B 180.819.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 26 février 2015.

Référence de publication: 2015033692/10.

(150037676) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2015.

OCM Luxembourg Mezzanine S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 150.230.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés de la Société prises le 25 février 2015

L'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société a décidé:

D'accepter la démission de M. Szymon Dec et M. Raj Makam avec effet du 31 janvier 2015

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

OCM Luxembourg Mezzanine Sarl

Référence de publication: 2015033832/12.

(150037557) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2015.

Inland Shipping S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 69.498.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle tenue de manière ordinaire le 6 mai 2014

Le 6 mai 2014 s'est tenue de manière ordinaire, au siège social de la société, l'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires, durant laquelle les résolutions suivantes ont été prises:

L'assemblée a nommé comme Administrateur et Administrateur-délégué avec pouvoir de signature individuelle:

- Mr. Ronald Hofkens, demeurant à Julianalaan, 55, NL-4941JB RAAMSDONKSVEER.

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale annuelle de 2017 qui statuera sur les comptes au 31.12.2016.

- Mr. Hubertus Antonius Van Exel, demeurant à Academielaan, 33, NL - 4942 VA RAAMSDONKSVEER.

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale annuelle de 2017 qui statuera sur les comptes au 31.12.2016.

Comme Administrateur:

- Mme Angélique A.H.C, van Gestel, demeurant à Obrechthof, 1, NL-4941 WL RAAMSDONKSVEER

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale annuelle de 2017 qui statuera sur les comptes au 31.12.2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Ronald Hofkens / Hubertus Van Exel / A.H.C. van Gestel

Administrateur / Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2015033725/22.

(150037806) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2015.

OCM Luxembourg OPPTS IX Blocker S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 180.619.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés de la Société prises le 6 février 2015

L'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société a décidé:

- D'accepter la démission de M. Szymon Dec, Mme. Figen Eren, M. Christopher Boehringer et M. Franck Laval avec effet du 31 janvier 2015

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

OCM Luxembourg OPPTS IX Blocker Sàrl

Référence de publication: 2015033833/13.

(150038042) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2015.

LuxRise Fund S.A., SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 48, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 147.147.

Constituée par acte authentique de Maître Henri Hellinckx, notaire à Luxembourg, le 13 juillet 2009 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 31 juillet 2009 sous le numéro 1479.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 25 février 2015

Il ressort du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 25 février 2015 que les décisions suivantes ont été prises à l'unanimité des voix:

1. Acceptation de la démission de Monsieur Stéphane Chrétien, résidant professionnellement au 243, bd St Germain, 75007 Paris, France, en tant qu'administrateur de la Société, avec effet au 16 juillet 2014;

2. Nomination, pour une durée indéterminée, de Monsieur Steve Lasar, né le 29 novembre 1973 à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, résidant professionnellement au 48, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant qu'administrateur de la Société, avec effet au 16 juillet 2014.

Référence de publication: 2015033752/18.

(150037883) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2015.

Menatlas Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 129.953.

RECTIFICATIF

Extrait

Une erreur matérielle s'est glissée lors de la publication de l'extrait déposé au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, le 30/05/2014, numéro L140090095.

Il y avait lieu de lire que:

Par résolution des associés de la Société en date du 19 février 2014:

Il a été constaté la démission de Mr Ely Michel Ruimy et Mr Adrian Braimer-Jones.

Il a été résolu de nommer ENSOF Services Sàrl, une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est situé 6A route de Trèves, L-2633 Senningerberg (Grand-Duché de Luxembourg), enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le no B 184 865, gérant unique de la Société avec effet immédiat et pour une durée illimitée.

Cette résolution a été prise en accord avec l'article 12 des statuts de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 24 février 2015.

Référence de publication: 2015033795/23.

(150037920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2015.

MNG Advise, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8080 Bertrange, 2, rue Pletzer.
R.C.S. Luxembourg B 181.652.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2015033804/10.

(150037741) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2015.

Paradocs Research S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 143.679.

Lors de l'assemblée générale annuelle tenue en date du 10 février 2015, les actionnaires ont décidé de nommer Alter Domus Luxembourg S.à r.l., avec siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de commissaire aux comptes avec effet immédiat et pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2014 et qui se tiendra en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 février 2015.

Référence de publication: 2015033842/13.

(150037531) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2015.

Nondikass!, Association sans but lucratif.

Siège social: L-4610 Niedercorn, 71, rue de Longwy.
R.C.S. Luxembourg F 9.557.

L'article 2 des statuts a été modifié comme suit en date de l'Assemblée extraordinaire du 1^{er} février 2015:

L'association Nondikass! A.s.b.l. ayant son siège à 71, rue de Longwy / L-4610 Niedercorn. Le siège pourra être transféré à toute autre adresse du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision du Conseil d'Administration et le conseil administratif veillera à aviser ses membres de tout changement d'adresse.

Niedercorn, le 02 février 2015.

Pour le Conseil d'Administration de l'Association

Monsieur Bartsch Roman

Président

Référence de publication: 2015033811/15.

(150038125) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2015.

North Low S .à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 112.600,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 188.669.

Extrait des résolutions des associés du 5 décembre 2014

Les associés de North Low S.à r.l. ont décidé comme suit:

- D'accepter la démission du gérant suivant avec effet au 3 décembre 2014:

* Jonathan Fiorello.

- De nommer la personne suivante «Gérant» avec effet au 3 décembre 2014 et pour une durée illimitée:

* Marc Occhiuti, né le 17 septembre 1973 à Massachusetts, Etats-Unis, demeurant professionnellement au 280 Park Avenue, 4^{ème} étage Est, New York NY 10017, Etats-Unis.

Luxembourg, le 21 janvier 2015.

Michael Kidd.

Référence de publication: 2015033813/16.

(150037433) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2015.

Babcock & Brown France Retail Portfolio S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 137.285.

In the year two thousand fourteen, on the thirty-first day of December, before Maître Loesch, notary residing in Mondorf-les Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of Babcock & Brown France Retail Portfolio S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Register of Commerce and Companies of Luxembourg under number B 137.285, incorporated pursuant to a deed of Maître Paul DECKER, notary residing in Luxembourg-Eich, dated 3 March 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the Company) under number 967 on the 18th April 2008. The articles of association of the Company (the Articles) have not been amended since then.

THERE APPEARED:

Babcock & Brown European Investments S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Register of Commerce and Companies of Luxembourg under number B 109.507 (the Sole Shareholder),

hereby represented by Mr. Frank Stolz, private employee, with professional address in Mondorf-les-Bains (the “proxyholder”),

by virtue of a proxy under private seal given on December 16, 2014.

Such power of attorney, after having been signed *ne varietur* by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to this deed for the purpose of registration.

The Sole Shareholder, represented as stated above, notes the provisions of articles 199 and 200-2 of the Luxembourg law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the 1915 Law), and requests the undersigned notary to record the following:

I. The issued share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) represented by two hundred and fifty (250) shares, each with a nominal value of fifty euro (EUR 50.-);

II. The Sole Shareholder holds all the shares in the share capital of the Company;

III. The agenda of the Meeting is worded as follows:

(a) change of registered address of the Company;

(b) subsequent amendment to article 4, first paragraph, of the articles of association of the Company (the Articles) in order to reflect the change adopted under item (a) above;

(c) delegation of powers;

(d) miscellaneous.

IV. The Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to move the registered office from its current address 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg to 6D, EBBC, Route de Trèves, L-2633 Senningerberg, with immediate effect.

Second resolution

As a result of the above resolution, the Sole Shareholder resolves to amend the article 2, first paragraph, of the Articles, which shall henceforth read as follows:

“ **Art. 2.** The registered office of the Company is established in the municipality of Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg. The registered office may be transferred within the same municipality by decision of the manager or, in case of several managers, by the board of managers.”

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to authorize any manager of the company, and/or any employee of MaplesFS (Luxembourg) S.A., each acting individually and with full power of substitution, to make any statement and sign all documents and do everything which is lawful, necessary or simply useful in order to proceed, in accordance with the requirements of the Luxembourg law, to any registration with the Register of Commerce and Companies of Luxembourg and to any publication in the official gazette of the Grand Duchy of Luxembourg (the Memorial C) in connection with the above resolutions, with the promise ratification of all said actions taken whenever requested.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately one thousand two hundred euro (EUR 1,200).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that at the request of the appearing party this deed is drawn up in English, followed by a French version and, in case of divergences between the English text and the French text, the English text shall prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Mondorf-les-Bains, at the office of the undersigned notary, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the said proxyholder of the appearing party signed together with us the notary the present original deed.

Suit la traduction en langue française:

L'an deux mille quatorze, le trente et unième jour du décembre, par-devant nous, Maître Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé unique de Babcock & Brown France Retail Portfolio S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est situé à L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet, Grand-Duché de Luxembourg, enregistré auprès du Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 137.285, constituée suivant acte reçu par Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg-Eich, en date du 3 mars 2008, publiée au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (la Société) avec numéro 967 le 18 avril 2008. Les statuts de la Société (les Statuts) n'ont pas été modifiés depuis lors.

A COMPARU:

Babcock & Brown European Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est situé à L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet, Grand-Duché de Luxembourg, enregistré auprès du Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 109.507 (l'Associé Unique),

ici représentée par Monsieur Frank Stolz, employé privé, avec adresse professionnelle à Mondorf-les-Bains, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 16 décembre 2014.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

L'Associé Unique, représenté comme déclaré ci-dessus, prend note des dispositions des articles 199 and 200-2 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée (la Loi de 1915), laquelle comparante, par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

I. Le capital social émis de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par deux cent cinquante (250) parts sociales, ayant chacune une valeur nominative de cinquante euro (EUR 50,-);

II. L'Associé Unique détient la totalité des parts sociales dans le capital social de la Société;

III. L'ordre du jour de l'Assemblée est établi comme suit:

(a) modification du siège social de la Société;

(b) modification subséquente de l'article 4, premier paragraphe, des statuts de la Société (les Statuts) afin de refléter le changement adopté sous le point (a) ci-dessus;

(c) délégation des pouvoirs;

(d) divers.

IV. L'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de changer l'adresse du siège social de la société du 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg au, 6D, EBBC, Route de Trèves, L-2633 Senningerberg avec effet immédiat.

Deuxième résolution

Suite à la résolution ci-dessus, l'Associé Unique décide de modifier l'article 2, premier paragraphe, des Statuts, afin de lui donner la teneur suivante:

« **Art. 2.** Le siège social est établi dans la commune de Niederanven, Grand-Duché de Luxembourg. Le siège social peut être transféré au sein de la même commune par simple résolution du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.»

Troisième résolution

L'Associé unique décide d'autoriser tout gérant de la Société, et/ou tout employé de MaplesFS (Luxembourg) S.A., chacun agissant individuellement avec pouvoir de substitution, d'effectuer toute déclaration et de signer tous les documents et faire tout ce qui est légal, nécessaire ou simplement utile afin de procéder, en conformité avec les exigences de la loi luxembourgeoise, à toute inscription auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg et à toute publication dans la gazette officielle du Grand-Duché de Luxembourg (le Memorial C) en liaison avec les résolutions ci-dessus, avec la promesse de ratifier toutes lesdites actions entreprises à chaque demande.

Frais

Le montant total des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à mille deux cents euros (EUR 1.200).

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Mondorf-les-Bains, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, le dit mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: F. Stolz-Page, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 8 janvier 2015. GAC/2015/281. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 24 février 2015.

Référence de publication: 2015032210/130.

(150036112) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 février 2015.

Caymus Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: MXN 75.779.453,00.

Siège social: L-1253 Luxembourg, 2a, rue Nicolas Bové.

R.C.S. Luxembourg B 180.704.

In the year two thousand and fifteen, on the eighth day of January.

Before Us Maître Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, acting in replacement of Maître Henri HEL-LINCKX, notary residing in Luxembourg, to whom remains the present deed.

Was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of Caymus Holding S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 2a, rue Nicolas Bové, L-1253 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 180.704 and having a share capital of seventy five million two hundred ninety-seven thousand seven hundred ninety-four Mexican Pesos (MXN 75,297,794) (the Company). The Company has been incorporated by a deed of Me Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on October 1, 2013, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (the Memorial), on November 19, 2013 under number 2906. The articles of association of the Company (the Articles) have been amended for the last time pursuant to a deed of Me Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, on October 20, 2014, published in the Memorial, on December 2, 2012 under number 3663.

There appeared:

Torex Gold Resources Inc., a company incorporated and organised under the laws of Province of Ontario, having its registered office at 145 King St. West, Suite 1502 Toronto, Canada M5H 1J8, registered with the laws of Province of Ontario under number 001818532 and the Ontario Security Commission (the Sole Shareholder),

here represented by Annick Braquet, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Said proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder acting on behalf of the Sole Shareholder, and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The Sole Shareholder has requested the undersigned notary to record the following:

I. that the Sole Shareholder holds all the shares in the share capital of the Company.

II. that the agenda of the Meeting is worded as follows:

- 1) Increase of the share capital of the Company by an amount of four hundred eighty-one thousand six hundred fifty-nine Mexican Pesos (MXN 481,659);
- 2) Subscription for and full payment of the share capital increase specified in item 1. above, by the Sole Shareholder by way of a contribution in cash;
- 3) Amendment of article 5.1 of the Articles to reflect the increase in the share capital of the Company;
- 4) Amendment to the shareholder register of the Company to record the share capital increase with power and authority given to any manager and any employee of the Company, each acting individually to attend to the updating of the register and the recording of the capital increase; and
- 5) Miscellaneous.

III. That the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of four hundred eighty-one thousand six hundred fifty-nine Mexican Pesos (MXN 481,659) in order to bring the share capital of the Company from its present amount of seventy five million two hundred ninety-seven thousand seven hundred ninety-four Mexican Pesos (MXN 75,297,794) represented by seventy five million two hundred ninety-seven thousand seven hundred ninety-four (75,297,794) shares with a par value of one Mexican Peso (MXN 1.-) each, to seventy-five million seven hundred seventy-nine thousand four hundred fifty-three Mexican Pesos (MXN 75,779,453) represented by seventy-five million seven hundred seventy-nine thousand four hundred fifty-three (75,779,453) shares with a par value of one Mexican Peso (MXN 1.-) each, having the same rights and obligations as the already existing shares.

Subscription - Payment

The Sole Shareholder, prenamed and represented as stated above, declares that it subscribes for four hundred eighty-one thousand six hundred fifty-nine (481,659) new shares of the Company in registered form, having a nominal value of one Mexican Peso (MXN 1.-) each, and fully pays them up by way of a contribution in cash of three million seven hundred eighty-eight thousand two hundred fifty-one United States dollars (USD 3,788,251.-) being the United States dollars equivalent of forty-eight million one hundred sixty-five thousand nine hundred thirty-eight Mexican Pesos (MXN 48,165,938) at the exchange rate of MXN 1 = USD 0.07865 as published by the Bank of Canada as at 6 January 2015 (the Contribution), which shall be allocated as follows:

- (i) an amount of four hundred eighty-one thousand six hundred fifty-nine Mexican Pesos (MXN 481,659) to the share capital account of the Company; and
- (ii) an amount of forty-seven million six hundred eighty-four thousand two hundred seventy-nine Mexican Pesos (MXN 47,684,279) to the share premium account of the Company.

The Contribution is at the disposal of the Company, evidence of which has been duly produced to the undersigned notary in the form of a blocking certificate which has been expressly acknowledged by him.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to amend article 5.1 of the articles of association which shall henceforth read as follows:

" **5.1.** The share capital is set at seventy-five million seven hundred seventy-nine thousand four hundred fifty-three Mexican Pesos (MXN 75,779,453) represented by seventy-five million seven hundred seventy-nine thousand four hundred fifty-three (75,779,453) shares with a par value of one Mexican Peso (MXN 1.-) each, all subscribed and fully paid up".

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the shareholder register of the Company to record the share capital increase as detailed in the above resolutions and authorize any manager and/or any employee of the Company, each acting individually, with full power of substitution, to proceed on behalf of the Company with the registration of the share capital increase in the register of shareholders of the Company.

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately EUR 3,300.-

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version.

At the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder of the appearing party signed with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le huit janvier.

Par-devant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, lequel dernier restera dépositaire de la présente minute.

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des associés de Caymus Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, dont le siège social est établi au 2a, rue Nicolas Bové, L-1253 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 180.704 et disposant d'un capital social de soixante-quinze millions deux cent quatre-vingt-dix-sept mille sept cent quatre-vingt-quatorze pesos mexicains (MXN 75.297.794) (la Société). La Société a été constituée suivant un acte de Me Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le Mémorial) N° 2906 le 19 novembre 2013. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte de Me Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg le 20 octobre 2014, publié au Mémorial N°3663 le 2 décembre 2014.

A comparu:

Torex Gold Resources Inc., une société constituée et organisée selon les lois de la province d'Ontario, dont le siège social est établi au 145 King St. West, Suite 1502 Toronto, Canada M5H 1J8, immatriculée selon les lois de la province d'Ontario sous le numéro 001818532 auprès de l'Ontario Security Commission (l'Associé Unique),

ici représentée par Annick Braquet, de résidence professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire agissant pour le compte de l'Associé Unique et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui auprès des autorités d'enregistrement.

L'Associé Unique a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. que l'Associé Unique possède toutes les parts sociales dans le capital social de la Société.

II. que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de quatre cent quatre-vingt-un mille six cent cinquante-neuf pesos mexicains (MXN 481.659);

2. Souscription à et libération intégrale de l'augmentation de capital social, mentionnée au point 1. ci-dessus, par l'Associé Unique par un apport en numéraire;

3. Modification de l'article 5.1 des Statuts afin d'y refléter l'augmentation du capital social de la Société;

4. Modification du registre des associés de la Société afin d'enregistrer l'augmentation du capital social avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant et à tout employé de la Société, chacun agissant individuellement, pour mettre à jour le registre et enregistrer l'augmentation de capital social; et

5. Divers.

III. que l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société à concurrence d'un montant de quatre cent quatre-vingt-un mille six cent cinquante-neuf pesos mexicains (MXN 481.659) afin de porter le capital social de la Société de son montant actuel de soixante-quinze millions deux cent quatre-vingt-dix-sept mille sept cent quatre-vingt-quatorze pesos mexicains (MXN 75.297.794) représenté par soixante-quinze millions deux cent quatre-vingt-dix-sept mille sept cent quatre-vingt-quatorze (75.297.794) parts sociales ayant une valeur nominale d'un peso mexicain (MXN 1,-) chacune, à soixante-quinze millions sept cent soixante-dix-neuf mille quatre cent cinquante-trois pesos mexicains (MXN 75.779.453) représenté par soixante-quinze millions sept cent soixante-dix-neuf mille quatre cent cinquante-trois (75.779.453) parts sociales ayant une valeur nominale d'un peso mexicain (MXN 1,-) chacune, et les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes.

Souscription et libération

L'Associé Unique, précité et représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à quatre cent quatre-vingt-un mille six cent cinquante-neuf (481.659) nouvelles parts sociales de la Société sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'un peso mexicain (MXN 1) chacune, et les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant de trois millions sept cent quatre-vingt-huit mille deux cent cinquante-et-un dollars américains (USD 3.788.251) qui équivaut en dollars américains à quarante-huit millions cent soixante-cinq mille neuf cent trente-huit pesos mexicains (MXN 48.165.938) suivant le taux de change MXN 1 = USD 0.07865 publié par de la Banque du Canada le 6 janvier 2015 (l'Apport) qui sera affecté comme suit:

(i) un montant de quatre cent quatre-vingt-un mille six cent cinquante-neuf pesos mexicains (MXN 481.659) au compte de capital social de la Société; et

(ii) un montant de quarante-sept millions six cent quatre-vingt-quatre mille deux cent soixante-dix-neuf pesos mexicains (MXN 47.684.279) au compte de prime d'émission de la Société.

L'Apport est à la disposition de la Société dont la preuve a été produite au notaire instrumentant sous la forme d'un certificat de blocage qu'il reconnaît expressément.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de modifier l'article 5.1 des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« **5.1.** Le capital social est fixé à soixante-quinze millions sept cent soixante-dix-neuf mille quatre cent cinquante-trois pesos mexicains (MXN 75.779.453) représenté par soixante-quinze millions sept cent soixante-dix-neuf mille quatre cent cinquante-trois (75.779.453) parts sociales ayant une valeur nominale d'un peso mexicain (MXN 1,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.»

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de modifier le registre des associés de la Société afin d'enregistrer l'augmentation de capital social mentionnée dans les résolutions ci-dessus et autorise tout gérant et/ou employé de la Société, chacun agissant individuellement, avec plein pouvoir de substitution, pour le compte de la Société, à inscrire l'augmentation de capital social dans le registre des associés de la Société.

Estimation des frais

Le montant total des dépenses, frais, honoraires ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incomberont à la Société en raison du présent acte sont d'environ EUR 3.300.-

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande de la partie comparante ci-dessus, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française.

A la demande de la même partie comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le document ayant été lu au mandataire de la partie comparante, il a signé avec nous, le notaire, le présent acte original.

Signé: A. BRAQUET et C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 12 janvier 2015. Relation: 1LAC/2015/852. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 23 février 2015.

Référence de publication: 2015032245/171.

(150035850) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 février 2015.

Captiva 2 KQ G2 GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 194.754.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the thirtieth day of January.

Before Us Me Gérard Lecuit, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Cedobar 2 S.à r.l., société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, with registered office at 20, Rue de la Poste, L-2346 Luxembourg (Grand Duché de Luxembourg) and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 109022,

and

Cedobar 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, with registered office at 20, Rue de la Poste, L-2346 Luxembourg (Grand Duché de Luxembourg) and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 104850,

Here both represented by Ismaël Dian, professionally residing in Luxembourg by virtue of two proxies given under private seal dated January 28th, 2015.

The said proxies, signed ne varietur by the proxyholder of the person appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties, represented as stated here above, have requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"):

Chapter I. - Form, Name, Registered office, Object, Duration

1. Art. 1. Form - Corporate name. There is formed a private limited liability company under the name "Captiva 2 KQ G2 GP S.à r.l." which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the "Company"), and in particular by the law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended (hereafter the "Law"), as well as by the present articles of incorporation (hereafter the "Articles").

2. Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg-City (Grand Duchy of Luxembourg).

2.2 It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

2.3 However, the Sole Manager, or in case of plurality of managers, the Board of Managers of the Company is authorised to transfer the registered office of the Company within the City of Luxembourg.

2.4 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Company, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on this Company's nationality, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg Company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the Sole Manager, or in case of plurality of managers, the Board of Managers of the Company.

2.5 The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

3. Art. 3. Object.

3.1 The object of the Company is the acquisition of participations, interests and units, in Luxembourg or abroad, in any form whatsoever and the management of such participations, interests and units. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever.

3.2 The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company. It may also give guarantees and grant securities in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets.

3.3 The Company may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents and/or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

3.4 The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.5 The Company may carry out any commercial and/or financial transactions with respect to direct or indirect investments in movable and immovable property including but not limited to acquiring, owning, hiring, letting, leasing, renting, dividing, draining, reclaiming, developing, improving, cultivating, building on, selling or otherwise alienating, mortgaging, pledging or otherwise encumbering movable or immovable property.

3.6 The above description is to be understood in the broadest senses and the above enumeration is not limiting.

4. Art. 4. Duration.

4.1 The Company is established for an unlimited duration.

Chapter II. - Capital, Shares

5. Art. 5. Share capital.

5.1 The corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) represented by one hundred (100) shares each with a nominal value of one hundred twenty five euro (EUR 125.-) (hereafter referred to as the "Shares"). The holders of the Shares are together referred to as the "Shareholders".

5.2 In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account, into which any premium paid on any share is transferred. The amount of said premium account is at the free disposal of the Shareholder(s).

5.3 All Shares will have equal rights.

5.4 The Company can proceed to the repurchase of its own shares within the limits set by the Law.

6. Art. 6. Shares indivisibility. Towards the Company, the Company's Shares are indivisible, since only one owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

7. Art. 7. Transfer of shares.

7.1 In case of a single Shareholder, the Company's Shares held by the single Shareholder are freely transferable.

7.2 In case of plurality of Shareholders, the Shares held by each Shareholder may be transferred by application of the requirements of articles 189 and 190 of the Law.

Chapter III. - Management

8. Art. 8. Management.

8.1 The Company is managed by one or more manager(s) appointed by a resolution of the shareholder(s). In case of one manager, he/it will be referred to as the "Sole Manager". In case of plurality of managers, they will constitute a board of managers ("conseil de gérance") (hereafter the "Board of Managers").

8.2 The managers need not to be shareholders. The managers may be removed at any time, with or without cause by a resolution of the shareholder(s).

9. Art. 9. Powers of the sole manager or of the board of managers.

9.1 In dealing with third parties, the Sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article shall have been complied with.

9.2 All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the Sole Manager or in case of plurality of managers, of the Board of Managers.

10. Art. 10. Representation of the company. Towards third parties, the Company shall be, in case of a Sole Manager, bound by the sole signature of the Sole Manager or, in case of plurality of managers, by the sole signature of any member of the Board of Managers or by the signature of any person to whom such power shall be delegated, in case of a Sole Manager, by the Sole Manager or, in case of plurality of managers, by the sole signature of any member of the Board of Managers.

11. Art. 11. Delegation and agent of the sole manager or of the board of managers.

11.1 The Sole Manager or, in case of plurality of managers, any manager may delegate its/their powers for specific tasks to one or more ad hoc agents.

11.2 The Sole Manager or, in case of plurality of managers, any manager will determine any such agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

12. Art. 12. Meeting of the board of managers.

12.1 In case of plurality of managers, the meetings of the Board of Managers are convened by any manager. The Board of Managers shall appoint a chairman.

12.2 The Board of Managers may validly debate and take decisions without prior notice if all the managers are present or represented and have waived the convening requirements and formalities.

12.3 Any manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing or by telegram or telefax or email or letter another manager as his proxy. A manager may also appoint another manager to represent him by phone to be confirmed in writing at a later stage.

12.4 The Board of Managers can only validly debate and take decisions if a majority of its members is present. Decisions of the Board of Managers shall be adopted by a simple majority.

12.5 The use of video-conferencing equipment and conference call shall be allowed provided that each participating manager is able to hear and to be heard by all other participating managers whether or not using this technology, and each participating manager shall be deemed to be present and shall be authorised to vote by video or by telephone.

12.6 A written decision, signed by all the managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers, which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the Board of Managers.

12.7 The minutes of a meeting of the Board of Managers shall be signed by all managers present or represented at the meeting.

12.8 Extracts shall be certified by any manager or by any person nominated by any manager or during a meeting of the Board of Managers.

Chapter IV. - General meeting of shareholders

13. Art. 13. Powers of the general meeting of shareholder(s) - Votes.

13.1 If there is only one Shareholder, that sole Shareholder assumes all powers conferred to the general Shareholders' meeting and takes the decisions in writing.

13.2 In case of a plurality of Shareholders, each Shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of Shares, which he owns. Each Shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. All Shares have equal voting rights.

13.3 If all the shareholders are present or represented they can waive any convening formalities and the meeting can be validly held without prior notice.

13.4 If there are more than twenty-five Shareholders, the Shareholders' decisions have to be taken at meetings to be convened in accordance with the applicable legal provisions.

13.5 If there are less than twenty-five Shareholders, each Shareholder may receive the text of the decisions to be taken and cast its vote in writing.

13.6 A Shareholder may be represented at a Shareholders' meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) an attorney who need not be a Shareholder.

13.7 Collective decisions are only validly taken insofar as Shareholders owning more than half of the share capital adopt them. However, resolutions to alter the Articles may only be adopted by the majority (in number) of the Shareholders owning at least three-quarters of the Company's Share capital, subject to any other provisions of the Law. Decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

Chapter V. - Business year

14. Art. 14. Business year.

14.1 The Company's financial year starts on the 1st January and ends on the 31st December of each year.

14.2 At the end of each financial year, the Company's accounts are established by the Sole Manager or in case of plurality of managers, by the Board of Managers and the Sole Manager or in case of plurality of managers, the Board of Managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

14.3 Each Shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

15. Art. 15. Distribution right of shares.

15.1 From the net profits determined in accordance with the applicable legal provisions, five per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal capital.

15.2 To the extent that funds are available at the level of the Company for distribution and to the extent permitted by law and by these Articles, the Sole Manager or in case of plurality of managers, the Board of Managers shall propose that cash available for remittance be distributed.

15.3 The decision to distribute funds and the determination of the amount of such distribution will be taken by the Shareholders in accordance with the provisions of Article 13.7 above.

15.4 Notwithstanding the preceding provisions, the Sole Manager or in case of plurality of managers, the Board of Managers may decide to pay interim dividends to the shareholder(s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned shall be reimbursed by the shareholder(s).

Chapter VI. - Liquidation

16. Art. 16. Dissolution and liquidation.

16.1 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single Shareholder or of one of the Shareholders.

16.2 The liquidation of the Company shall be decided by the Shareholders' meeting in accordance with the applicable legal provisions.

16.3 The liquidation will be carried out by one or several liquidators, Shareholders or not, appointed by the Shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Chapter VII. - Applicable law

17. Art. 17. Applicable law. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provisions

The first accounting year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall terminate on 31st December 2015.

Subscription - Payment

The capital has been fully subscribed by the shareholders in the following manner:

Cedobar 2 S.à r.l., prequalified, 88 shares

Cedobar 3 S.à r.l., prequalified, 37 shares

Total: 125 shares

All these Shares have been fully paid up, so that the sum of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) corresponding to a share capital of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) represented by one hundred twenty five (125) shares each with a nominal value of one hundred euro (EUR 100.-) is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proved to the notary.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about one thousand euros (EUR 1,000).

General meeting

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named parties, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed, through their proxyholder, the following resolutions:

- 1) Are appointed as managers of the Company for an undetermined period:
 - Mr. Ismaël DIAN, born on 15 November 1979, in Virton, Belgium, professionally residing at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;
 - Mr. Xavier PONCELET, born on 12 March 1980, in Virton, Belgium, professionally residing at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.
- 2) The Company shall have its registered office at 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le trentième jour de janvier.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg Grand-Duché de Luxembourg.

Cedobar 2 S.à r.l., société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 20, Rue de la Poste, L-2346 Luxembourg (Grand Duché de Luxembourg) et enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 109022,

and

Cedobar 3 S.à r.l., société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 20, Rue de la Poste, L-2346 Luxembourg (Grand Duché de Luxembourg) et enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 104850,

Toute deux représentées par Monsieur Ismaël Dian, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu de deux procurations sous seing privé datées du 28 janvier 2015.

Lesquelles procurations resteront, après avoir été signée ne varietur par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, annexées aux présentes pour être formalisées avec elle.

Lesquelles parties comparantes, représentées comme indiqué ci-dessus, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elles ont arrêté les statuts comme suit:

STATUTS

Titre I^{er} . - Forme, Nom, Siège social, Objet, Durée

1. Art. 1^{er}. Forme - Dénomination. Il est formé une société à responsabilité limitée sous la dénomination de "Captiva 2 KQ G2 GP S.à r.l." (ci-après la "Société") qui sera régie par les lois relatives à une telle entité, et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la "Loi"), ainsi que par les présents statuts de la Société (ci-après les "Statuts").

2. Art. 2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2.2 Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.3 Toutefois, le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance de la Société est autorisé à transférer le siège de la Société dans la Ville de Luxembourg.

2.4 Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social de la Société se seraient produits ou seraient imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise. La décision de transférer le siège social à l'étranger sera prise par le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance de la Société.

2.5 La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

3. Art. 3. Objet.

3.1 L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par voie de souscription, achat, échange ou de toute autre manière des actions, parts et autres valeurs mobilières, obligations, bons de caisse, certificats de dépôt et autres instruments de dettes et plus généralement toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée.

3.2 La Société pourra emprunter, sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de titres, obligations, bons de caisse et tous titres de dettes et/ou de valeurs mobilières. La Société pourra accorder tous crédits, y compris les intérêts de prêts et/ou par l'émission de valeurs mobilières à ses filiales, sociétés affiliées ou toute autre société. Elle peut aussi apporter des garanties en faveur de tiers afin d'assurer ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou toute autre société. La Société pourra en outre mettre en gage, transférer, encombrer ou autrement créer une garantie sur certains de ses actifs.

3.3 La Société pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets et/ou autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.4 La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de crédit, change, taux d'intérêt et autres risques.

3.5 La Société peut faire toutes opérations commerciales et/ou financières en relation directe ou indirecte avec des investissements de propriété mobiliers et immobiliers y compris mais non limité à l'acquisition, la possession, le louage, la location, le leasing, le bail, la division, le drainage, la réclamation, le développement, l'amélioration, la culture, la construction, la vente ou toute autre aliénation, hypothèque, gage ou toute autre obstruction de propriété mobilière ou Immobilière.

3.6 L'énumération qui précède est purement énonciative et non limitative

4. Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Titre II. - Capital, Parts

5. Art. 5. Capital social.

5.1 Le capital social souscrit est fixé à douze mille cinq cents euro (EUR 12.500,-) représenté par cent vingt cinq parts sociales (les "Parts Sociales"), ayant une valeur nominale de cent euro (EUR 100,-) chacune. Les détenteurs de Parts Sociales sont définis ci-après les "Associés".

5.2 Complémentaire au capital social, il pourra être établi un compte de prime d'émission sur lequel toute prime d'émission payée pour toute Part Sociale sera versée. Le montant dudit compte de prime d'émission sera laissé à la libre disposition des Associés.

5.3 Toutes les Parts Sociales donnent droit à des droits égaux.

5.4 La Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales dans les limites fixées par la Loi.

6. Art. 6. Indivisibilité des parts. Envers la Société, les Parts Sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par Part Sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

7. Art. 7. Transfert des parts.

7.1 Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul Associé, les Parts Sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

7.2 Dans l'hypothèse où il y a plusieurs Associés, les Parts Sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par les articles 189 et 190 de la Loi.

Titre II. - Gérance

8. Art. 8. Gérance.

8.1 La Société est administrée par un gérant ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associé(s). Dans le cas d'un seul gérant, il est défini ci-après comme le Gérant Unique. En cas de pluralité de gérants, ils constitueront un conseil de gérance (le "Conseil de Gérance").

8.2 Les gérants ne sont pas obligatoirement des Associés. Les gérants pourront être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par décision des Associé(s).

9. Art. 9. Pouvoirs du conseil de gérance.

9.1 Dans les rapports avec les tiers, le Gérant Unique ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance a tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

9.2 Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des Associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du Gérant Unique ou en cas de pluralité de gérants, du Conseil de Gérance.

10. Art. 10. Représentation de la société. Vis-à-vis des tiers, la Société est, en cas de Gérant Unique, valablement engagée par la seule signature de son Gérant Unique, ou, en cas de pluralité de gérants, par la signature individuelle de chacun des membres du Conseil de Gérance ou par la signature de toute personne à qui le pouvoir aura été délégué, en cas de Gérant Unique, par son Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, par la signature individuelle de chacun des membres du Conseil de Gérance.

11. Art. 11. Délégation et agent du gérant unique et du conseil de gérance.

11.1 Le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, les gérants peuvent déléguer leurs pouvoirs à un ou plusieurs mandataires ad hoc pour des tâches déterminées.

11.2 Le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, les gérants déterminent les responsabilités et la rémunération quelconques (s'il y en a) de tout mandataire, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

12. Art. 12. Réunion du conseil de gérance.

12.1 En cas de pluralité de gérants, les réunions du Conseil de Gérance sont convoquées par tout gérant. Le Conseil de Gérance nommera un président.

12.2 Le Conseil de Gérance peut valablement débattre et prendre des décisions sans convocation préalable si tous les gérants sont présents ou représentés et s'ils ont renoncé aux formalités de convocation.

12.3 Tout gérant est autorisé à se faire représenter lors d'une réunion du Conseil de Gérance par un autre gérant, pour autant que ce dernier soit en possession d'une procuration écrite, d'un télégramme, d'un fax, d'un e-mail ou d'une lettre. Un gérant pourra également nommer par téléphone un autre gérant pour le représenter, moyennant confirmation écrite ultérieure.

12.4 Le Conseil de Gérance ne peut valablement débattre et prendre des décisions que si une majorité de ses membres est présente. Les décisions du Conseil de Gérance seront adoptées à une majorité simple.

12.5 L'utilisation de la vidéo conférence et de conférence téléphonique est autorisée si chaque participant est en mesure d'entendre et d'être entendu par tous les gérants participants, utilisant ou non ce type de technologie. Ledit participant sera réputé présent à la réunion et sera habilité à prendre part au vote via le téléphone ou la vidéo.

12.6 Une décision écrite, signée par tous les gérants, est valide comme si elle avait été adoptée lors d'une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Une telle décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents ayant le même contenu signée par tous les membres du Conseil de Gérance.

12.7 Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance sont signés par tous les gérants présents ou représentés aux réunions.

12.8 Des extraits seront certifiés par un gérant ou par toute personne désignée à cet effet par un gérant ou lors de la réunion du Conseil de Gérance.

Titre IV. - Assemblée générale des associés

13. Art. 13. Pouvoirs de l'assemblée générale des associés - Votes.

13.1 S'il n'y a qu'un seul Associé, cet Associé unique exerce tous pouvoirs qui sont conférés à l'assemblée générale des Associés et prend les décisions par écrit.

13.2 En cas de pluralité d'Associés, chaque Associé peut prendre part aux décisions collectives indépendamment du nombre de parts détenues. Chaque Associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre de parts détenues par lui. Toutes les Parts Sociales ont des droits de vote égaux.

13.3 Si tous les Associés sont présents ou représentés, ils peuvent renoncer aux formalités de convocation et la réunion peut valablement être tenue sans avis préalable.

13.4 S'il y a plus de vingt-cinq Associés, les décisions des Associés doivent être prises aux réunions à convoquer conformément aux dispositions légales applicables.

13.5 S'il y a moins de vingt-cinq Associés, chaque Associé pourra recevoir le texte des décisions à adopter et donner son vote part écrit.

13.6 Un Associé pourra être représenté à une réunion des Associés en nommant par écrit (par fax ou par e-mail ou par tout autre moyen similaire) un mandataire qui ne doit pas être nécessairement un Associé.

13.7 Des décisions collectives ne sont valablement prises que seulement si les Associés détenant plus de la moitié du capital social les adoptent. Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptés que par une majorité d'Associés (en nombre) détenant au moins les trois quarts du capital social, sous réserve des toutes autres dispositions légales. Le changement de nationalité de la Société requière l'unanimité.

Titre V. - Exercice social

14. Art. 14. Exercice social.

14.1 L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

14.2 Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis par le Gérant Unique ou en cas de pluralité de gérants, par le Conseil de Gérance et celui-ci prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

14.3 Tout Associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

15. Art. 15. Droit de distribution des parts.

15.1 Le bénéfice net déterminé en conformité avec les dispositions légales applicables, cinq pour cent (5%) seront prélevés pour la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le montant de celle-ci aura atteint dix pour cent (10%) du capital social.

15.2 Dans la mesure où des fonds peuvent être distribués au niveau de la Société tant dans le respect de la loi que des Statuts, le Gérant Unique ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance pourra proposer que les fonds disponibles soient distribués.

15.3 La décision de distribuer des fonds et d'en déterminer le montant sera prise par les Associés en conformité avec les dispositions de l'Article 13.7 ci-dessus.

15.4 Malgré les dispositions précédentes, le Gérant Unique ou en cas de la pluralité de gérants, le Conseil de Gérance peut décider de payer des dividendes intérimaires au(x) associé(s) avant la fin de l'exercice social sur la base d'une situation de comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder, si applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes allouées à la réserve établie selon la Loi ou selon ces Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés seront remboursées par l'associé(s).

Titre VI. - Liquidation

16. Art. 16. Dissolution et liquidation.

16.1 La Société ne pourra être dissoute pour cause de décès, de suspension des droits civils, d'insolvabilité, de faillite de son Associé unique ou de l'un de ses Associés.

16.2 La liquidation de la Société sera décidée par la réunion des Associés en conformité avec les dispositions légales applicables.

16.3 La liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, Associés ou non, nommés par les Associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Titre VII. - Loi applicable

17. Art. 17. Loi applicable. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les Statuts, il est fait référence à la Loi.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2015.

Souscription - Libération

Le capital social a été entièrement souscrit par les actionnaires de la manière suivante:

Cedobar 2 S.à r.l., prénommée, 88 actions

Cedobar 3 S.à r.l., prénommée, 37 actions

Total: 125 actions

Toutes les Parts Sociales ont été intégralement libérées par des versements en numéraire de sorte que la somme douze mille cinq cents euro (EUR 12.500,-) correspondant à un capital de douze mille cinq cents euro (EUR 12.500,-), représenté par cent vingt cinq Part Sociales (125) ayant une valeur nominale de cent euro (EUR 100.-), se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille euro (EUR 1.000.-).

Assemblée générale

Immédiatement après la constitution de la Société, le comparant précité, représentant la totalité du capital social, exerçant les pouvoirs de l'assemblée, a pris, par les résolutions suivantes:

1- Sont nommés gérants de la Société pour une période indéterminée:

- Monsieur Ismaël DIAN, né le 15 novembre 1979, à Virton, Belgique, ayant son adresse professionnelle à 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

- Monsieur Xavier PONCELET, né le 12 mars 1980, à Virton, Belgique, ayant son adresse professionnelle à 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

2- Le siège social de la Société est établi à 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: I. DIAN, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 3 février 2015. Relation: 1LAC/2015/3349. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 février 2015.

Référence de publication: 2015032241/420.

(150035687) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 février 2015.

Fajapiroli, Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof, 7, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 181.053.

In the year two thousand fifteen, on the twelfth day of February.

Before the undersigned Maître Léonie GRETHEN, notary residing in Luxembourg.

Was held

an Extraordinary General Meeting of shareholders of "Fajapiroli" (the "Company"), a société anonyme having its registered office in 8, Place Winston Churchill, L-1340 Luxembourg, constituted by a deed of the undersigned notary on 10 October 2013, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, number 3098 of 6 December 2013. The Articles of Association have been amended for the last time by a deed of the undersigned notary on 20 November 2013, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, number 3320 of 31 December 2013.

The meeting was opened by Mr Mustafa NEZAR, lawyer, residing professionally in Luxembourg, being in the chair, who appointed as secretary Ms Rachida EL FARHANE, employee, residing professionally in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Ms Alida MUHOVIC, employee, residing professionally in Luxembourg

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I. The agenda of the meeting is the following:

1. Transfer of the registered office of the Company to 7, rue des Trois Cantons L-8399 Windhof;
2. Amendment of the power of signature of the Directors;
3. Subsequent amendment of the Articles of Association;
4. Resignation of a Director and discharge.
5. Appointment of a new Director.
6. Confirmation of the composition of the board of Directors.
7. Miscellaneous.

II. The shareholders present or represented, the proxyholders of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxyholders of the represented shareholders, the board of the meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed.

The proxies of the represented shareholders will also remain annexed to the present deed.

III. As appears from the said attendance list, all the shares in circulation are present or represented at the present general meeting, so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda.

After the foregoing has been approved by the meeting, the meeting unanimously took the following resolutions:

First resolution

The general meeting decides to transfer the registered office of the Company to L-8399 Windhof, 7, rue des Trois Cantons and decides the subsequent amendment of the first paragraph of article 4 of the articles of association, which will henceforth have the following wording:

“ **Art. 4.** The registered office of the Company is established in the City of Koerich.”

Second resolution

The general meeting decides to cancel the Classes of Directors and to amend the power of signature of Directors and decides the subsequent amendment of the Articles 5,14,15 and 16 of the articles of association, which will henceforth have the following wording:

“ **Art. 5.** The subscribed share capital of the Company is set at thirty-one thousand Euros (EUR 31,000.-) represented by thirty-one thousand (31,000) shares, divided into twenty-four thousand eight hundred (24,800) class A shares and six thousand two hundred (6.200) preferential class B shares, with a par value of one Euro (EUR 1.-) each, all of which are fully paid up.

The shares may be registered or bearer shares at the option of the shareholders.

The shares may be created at the owner's option in certificates representing single shares or in certificates representing two (2) or more shares.

The owner of shares in bearer form may, at any time, request that they are converted, at his expense, into shares or securities in registered form.

The shares are freely transferable.

Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company. In case of plurality of owners per share, the Company may suspend the rights attached to this share until a single owner has been designated to the Company.

“ **Art. 14.** The Company is managed by a board of directors (hereinafter, the Board of Directors), composed of at least three (3) directors. The director(s) need not be shareholders. The director(s) may be dismissed at any time, with or without cause.

The number of directors, their term and their remuneration are fixed by the general meeting of the shareholders.

In case of a single shareholder, the Company may be managed by a sole director who assumes all the rights, duties and liabilities of the Board of Directors.”

“ **Art. 15.** In dealing with third parties, the Board of Directors shall have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's purpose, provided that the terms of this article shall have been complied with

All powers not expressly reserved by the Law or the Articles to the general meeting of shareholders shall fall within the competence of the Board of Directors.

Towards third parties, the Company shall be bound by the sole signature of any Director.

The Board of Directors shall have the rights to give special proxies for determined matters to one or more proxy holders, selected from its members or not, either shareholders or not.”

“ **Art. 16.** The Board of Directors may delegate the day-to-day management of the Company to one or several director (s) or agent(s) and shall determine the director's or agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of this agency.

The Board of Directors shall elect a chairman from among its members. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by election among directors present at the meeting.

The Board of Directors may elect a secretary who need not be a director or a shareholder of the Company.

The meetings of the Board of Directors are convened by the chairman, the secretary or by any two (2) directors. The Board of Directors may validly debate without prior notice if all the directors are present or represented.

Written notice, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of any meeting of the Board of Directors shall be given to all directors at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the Board of Directors.

No such convening notice is required if all the members of the Board of Directors are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the Board of Directors.

A Director may be represented at the Board of Directors by another Director.

The Board of Directors may only validly debate and take decisions if a majority of its members are present or represented by proxies, and any decision taken by the Board of Directors shall require a simple majority.

The Board of Directors shall meet as often as the Company's interest so requires or upon call of any director at the place indicated in the convening notice.

One or more directors may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other.

Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members having participated.

A written decision, approved and signed by all the directors, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Directors, which was duly convened and held. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the Board of Directors.

The Board of Directors may decide to pay interim dividends to the shareholders before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or these Articles."

Third resolution

The general meeting decides to accept the resignation of Mr Jérôme Demimuid as Director of the Company and to grant him full discharge for his mandate up to this date.

Fourth resolution

The general meeting decides to appoint as Director of the Company:

Ms. Aurélie PARAGE, employee, born in Virton (B) on 14 February 1983, residing professionally at L-8399 Windhof, 7, rue des Trois Cantons.

As a consequence of the previous resolutions, the Directors of the Company will henceforth be as follows:

Ms. Céline DOYEN, employee, born on June 24, 1972 in Huy Belgium, with professional address at L-8399 Windhof, 7, rue des Trois Cantons.

Ms Aurélie PARAGE, prenamed.

Mr. Olivier REVOL, companies director, born on April 21, 1972 in Sainte-Foy-Les-Lyons, France, residing at 480, avenue Louise, B-1050 Ixelles, Belgium.

Their mandate will be ending at the end of the Annual General Meeting which will be held in 2018

There being no further business, the meeting is terminated.

Estimation - Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the corporation incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately one thousand euros (EUR 1,000.-).

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the members of the board and to the proxyholder of the appearing parties, who are known to the notary by their surname, first name, civil status and residence, they signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le douze février.

Pardevant, Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "Fajapiroli" (la «Société»), avec siège social à 8, Place Winston Churchill, L-1340 Luxembourg, constituée par acte du notaire instrumentant, en date du 10 octobre 2013, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations, numéro 3098 du 6 décembre 2013. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivante acte du notaire instrumentant du 20 novembre 2013, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations, numéro 3320 du 31 décembre 2013.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Mustafa NEZAR, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Madame Rachida EL FARHANE, salariée, demeurant professionnellement à Luxembourg.
L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Alida MUHOVIC, salariée, demeurant professionnellement à Luxembourg

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ORDRE DU JOUR:

1. Transfert de siège social de la Société au 7, rue des Trois Cantons L-8399 Windhof;
2. Modification du pouvoir de signature des administrateurs;
3. Modification des statuts pour prendre en compte les résolutions prises ciavant;
4. Démission d'un administrateur et décharge à lui donner.
5. Nomination d'un nouvel administrateur.
6. Confirmation de la composition du conseil d'administration.
7. Divers.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant.

III.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de la Société au L-8399 Windhof, 7, rue des Trois Cantons et de modifier en conséquence le premier alinéa de l'article 4 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 4.** Le siège social de la société est établi dans la commune de Koerich.»

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de supprimer toute référence aux classes d'administrateurs, de modifier le pouvoir de signature des administrateurs et de modifier en conséquence les articles 5,14,15 et 16 des statuts pour leur donner la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital social est fixé à trente-et-un mille Euros (EUR 31.000.-) représenté par trente-et-une (31.000) actions divisé en vingt-quatre mille huit cents (24.800) actions ordinaire de classe A et six mille deux cents (6.200) actions préférentielles de classe B d'une valeur nominale d'un (EUR 1.-) chacune, toutes intégralement libérées.

Les actions peuvent être nominatives ou au porteur, au gré de l'actionnaire.

Les actions de la Société peuvent être créées au choix du propriétaire en titres unitaires ou en certificats représentatifs de deux (2) ou plusieurs actions.

Les propriétaires d'actions au porteur peuvent, à toute époque, en demander la conversion, à leur frais, en actions nominatifs.

Les actions sont librement transmissibles.

Chaque action est indivisible à l'égard de la société, qui ne reconnaît qu'un propriétaire pour une action. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société. En cas de pluralité de propriétaires d'une action, la Société peut suspendre les droits attachés à cette action jusqu'à ce qu'un seul propriétaire soit désigné.»

« **Art. 14.** La Société est gérée par un conseil d'administration (ci-après, le Conseil d'Administration), composé d'au moins trois (3) administrateurs. Le(s) administrateur(s) ne doi(ven)t pas obligatoirement être actionnaire(s). Le(s) administrateur(s) peu(ven)t être révoqué(s) à tout moment, avec ou sans motif.

Si toutes les actions de la Société sont détenues par un actionnaire unique, la Société peut être administrée par un administrateur unique qui assume alors tous les droits, devoirs et obligations du Conseil d'Administration.»

« **Art. 15.** Dans les rapports avec les tiers, le Conseil d'Administration a tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social de la Société, sous réserve qu'aient été respectés les termes du présent article.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des actionnaires par la Loi ou les Statuts relèvent de la compétence du Conseil d'Administration.

Envers les tiers, la Société est valablement engagée par la seule signature de n'importe quel administrateur.

Le Conseil d'Administration a le droit de déléguer certains pouvoirs déterminés à un ou plusieurs mandataires, administrateurs ou non, actionnaires ou non.

« **Art. 16.** Le Conseil d'Administration peut déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs administrateur(s) ou mandataire(s) et déterminer les responsabilités et rémunérations, le cas échéant, des administrateurs ou mandataires, la durée de la période de représentation et toute autre condition pertinente de ce mandat.

Le Conseil d'Administration élit un président parmi ses membres. Si le président ne peut être présent, un remplaçant est élu parmi les administrateurs présents à la réunion.

Le Conseil d'Administration peut élire un secrétaire, administrateur ou non, actionnaire ou non.

Les réunions du Conseil d'Administration sont convoquées par le président, le secrétaire ou par deux (2) administrateurs. Le Conseil d'Administration peut valablement délibérer sans convocation préalable si tous les administrateurs sont présents ou représentés.

Il est donné à tous les administrateurs un avis écrit, soit en original, par télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique, de toute réunion du Conseil d'Administration au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de cette urgence est mentionnée dans l'avis de convocation de la réunion du Conseil d'Administration.

La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les membres du Conseil d'Administration sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la tenue de la réunion et de son ordre du jour. Il peut également être renoncé à la convocation par chaque membre du Conseil d'Administration, par écrit donné soit en original, soit par télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique.

Un administrateur peut représenter un autre administrateur au Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer et prendre des décisions que si une majorité de ses membres est présente ou représentée par procurations; et toute décision du Conseil d'Administration ne peut être prise qu'à la majorité simple.

Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des administrateurs au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Un ou plusieurs administrateurs peuvent participer aux réunions du conseil par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les administrateurs participant à la réunion de se comprendre mutuellement. Une telle participation équivaut à une présence physique à la réunion. Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signé(s) par tous les participants.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produit effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du Conseil d'Administration dûment convoquée et tenue. Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signés par tous les membres du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration peut décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le Conseil d'Administration duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice fiscal, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu de la Loi ou des Statuts.»

Troisième résolution

L'assemblée générale décide d'accepter la démission de Monsieur Jérôme Demimuid de sa fonction d'administrateur de la Société et décide de lui donner décharge pour son mandat jusqu'à ce jour.

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide de nommer à la fonction d'administrateur:

Madame Aurélie PARAGE, salariée, née à Virton (B) le 14 février 1983, demeurant professionnellement à L-8399 Windhof, 7, rue des Trois Cantons.

Compte tenu des précédentes résolutions, le Conseil d'Administration sera composé comme suit:

Madame Céline DOYEN, salariée, née le 24 juin 1972 à Huy (B), demeurant professionnellement au L-8399 Windhof, 7, rue des Trois Cantons.

Madame Aurélie PARAGE, précitée.

Monsieur Olivier REVOL, administrateur de sociétés, né le 21 avril 1972 à Sainte-Foy-lès-Lyon, France, demeurant au 480, avenue Louise, B-1050 Ixelles, Belgique.

Leurs mandats prendront fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2018.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société à raison du présent acte est évalué à environ mille euros (EUR 1.000.-).

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux membres du bureau et au mandataire des comparants, connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Nezar, El Farhane, Muhovic, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 13 février 2015. Relation: 1LAC/2015/4775. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Carole Frising.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 23 février 2015.

Référence de publication: 2015032381/265.

(150035754) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 février 2015.

Cargolux S.A., Cargolux Airlines International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2990 Sandweiler, Aéroport de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 8.916.

L'an deux mille quatorze, le seizième jour de décembre.

Pardevant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de "CARGOLUX AIRLINES INTERNATIONAL S.A.", en abrégé "CARGOLUX S.A.", une société anonyme de droit luxembourgeois, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 8 916, établie à L-2990 Sandweiler, Aéroport de Luxembourg, et constituée suivant acte reçu par Maître Carlo Funck, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 4 mars 1970, publié au Mémorial C, numéro 104 du 18 juin 1970. Les statuts ont été modifiés à différentes reprises et en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire soussigné, en date du 23 avril 2014, publié au Mémorial C numéro 1218 du 14 mai 2014 (la "Société").

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Paul Helminger, Chairman of the Board of Directors, demeurant professionnellement à l'Aéroport de Luxembourg, L-2990 Sandweiler (le "Président"),

Le Président désigne comme secrétaire Madame Emese BEKESSY, Vice-Président Human Resources, Legal Affairs & Compliance, demeurant professionnellement à l'Aéroport de Luxembourg, L-2990 Sandweiler.

L'assemblée choisit comme scrutateurs:

- 1) M. Max Nilles, demeurant professionnellement à Luxembourg,
- 2) M. Jérôme Bouclier, demeurant professionnellement à Sandweiler, Le bureau ayant été ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1. Ajout d'un paragraphe à l'article 10.03 des statuts de la Société.
2. Modification de l'article 10.06 (1) des statuts de la Société.
3. Suppression du troisième paragraphe de l'article 12.01 des statuts de la Société.
4. Divers.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents et les mandataires des actionnaires représentés, a été contrôlée et signée par le bureau de l'assemblée.

Les procurations des actionnaires représentés, le cas échéant, paraphées "ne varietur" par les comparants et le notaire, resteront annexées au présent acte.

III.- Que les actionnaires étant tous présents ou représentés, ont décidé de renoncer aux formalités de convocation préalable telles que résultant notamment des statuts de la Société et déclarent avoir été informés de l'objet de la présente assemblée suffisamment à l'avance.

IV.- Qu'il apparaît de cette liste de présence que toutes les 16.950.857 actions ordinaires existantes toutes nominatives sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

Après délibération, l'assemblée générale a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide d'ajouter un paragraphe à l'article 10.03 des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

“ Art. 10.

10.03 (6). Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par le biais de moyen de communication (incluant une conférence téléphonique ou une visio conférence) permettant à cet administrateur d'être identifié et à tous les administrateurs présents à cette réunion (que ce soit en personne, par procuration ou par le biais d'un tel moyen de communication) d'entendre ou d'être entendu par tous les autres administrateurs à tout moment.”

La résolution ci-dessus a été prise par 100 % des voix pour, 0 contre et 0 abstention(s).

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'article 10.06 (1) des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

“ Art. 10.

10.06 (1). Les résolutions du conseil d'administration sont dûment consignées dans un procès-verbal qui, suite à l'approbation de son contenu par le conseil d'administration, sont incorporées au registre social qui est signé par le président dudit conseil et le secrétaire général.

La résolution ci-dessus a été prise par 100 % des voix pour, 0 contre et 0 abstention(s).

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de supprimer le troisième paragraphe de l'article 12.01 des statuts de la Société.

La résolution ci-dessus a été prise par 100 % des voix pour, 0 contre et 0 abstention(s).

Personne ne demandant la parole, le Président a levé la séance.

Pouvoirs

Les comparants, agissant dans un intérêt commun, donnent par la présente pouvoir à tout clerc et/ou employé de l'étude du notaire soussigné, agissant individuellement, pour rédiger et signer tout acte de modification (faute(s) de frappe (s)) au présent acte.

En cas de divergences entre les textes anglais et français, la version française prévaudra.

Dont acte, le présent acte notarié a été rédigé à Luxembourg, au jour figurant en tête de ce document.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux membres du bureau, qui sont tous connus du notaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, les membres du bureau ont signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Translation from the governing French version

In the year two thousand and fourteen, on the sixteenth day of December.

Before Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

Was held

the extraordinary general meeting of the shareholders of "CARGOLUX AIRLINES INTERNATIONAL S.A.", in short form "CARGOLUX S.A.", a société anonyme under Luxembourg law, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 8 916, established in L-2990 Sandweiler, Airport of Luxembourg, and incorporated by deed of Maître Carlo Funck, then notary residing in Luxembourg, on March 4, 1970, published in the Mémorial C, number 104 of June 18, 1970. The articles of incorporation of the said company have been amended several times and for the last time by a deed of the undersigned notary, on April 23, 2014, published in the Mémorial C number 1218 of May 14, 2014 (the "Company").

The meeting was opened and presided by Mr Paul HELMINGER, Chairman of the Board of Directors, with professional address at the Airport of Luxembourg, L-2990 Sandweiler (the "Chairman").

The Chairman appointed as secretary Ms Emese BEKESSY, Vice-President Human Resources, Legal Affairs & Compliance, with professional address at the Airport of Luxembourg, L-2990 Sandweiler.

The meeting elected as ballot judges:

- 1) Mr. Max Nilles, residing professionally in Luxembourg.
- 2) Mr. Jérôme Bouclier, residing professionally in Sandweiler, The bureau of the meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state that:

I.- That the agenda of the present extraordinary general meeting is the following:

- “1. Insertion of a new paragraph to article 10.03 of the articles of association of the Company.
2. Amendment to article 10.06 (1) of the articles of association of the Company.
3. Removal of the third paragraph of article 12.01 of the articles of association of the Company.

4. Miscellaneous.”

II.- That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, after having been signed by the shareholders present and the proxies of the represented shareholders, has been verified and signed by the bureau of the meeting.

The proxies of the represented shareholders, if any, initialled *ne varietur* by the appearing parties and the notary, will remain annexed to the present deed.

III.- That all shareholders being present or represented agree to waive the convening formalities as laid down, notably, in the articles of association of the Company and declare having been informed of the purpose of the present meeting sufficiently in advance.

IV.- It appears from the attendance list that all of the 16,950,857 common shares issued by the Company all being in registered form are present or represented at the present extraordinary general meeting, so that the meeting is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the general meeting, after deliberation, takes the following resolutions:

First resolution

The general meeting RESOLVES to insert a new paragraph to article 10.03 of the articles of association of the Company which reads as follows:

“ Art. 10.

10.03 (6). Any director may participate in a meeting of the board of directors by means of a communication device (including a conference call or a video conference) which allows such director to be identified and all directors present at such meeting (whether in person, or by proxy, or by means of such communication device) to hear or to be heard by all of the other directors at any time.”

The above resolution has been taken by 100 % of the votes in favour, 0 against and 0 abstaining.

Second resolution

The general meeting RESOLVES to amend article 10.06 (1) of the articles of association of the Company which shall now read as follows:

“ Art. 10.

10.06 (1). Resolutions by the board of directors are recorded in minutes which, following approval of the text by the board of directors, are inserted into the register book of the Company and which are signed by the chairperson of the relevant meeting and the Company’s secretary.”

The above resolution has been taken by 100 % of the votes in favour, 0 against and 0 abstaining.

Third resolution

The general meeting RESOLVES to remove the third paragraph of article 12.01 of the articles of association of the Company.

The above resolution has been taken by 100 % of the votes in favour, 0 against and 0 abstaining.

There being no further business and in the absence of anyone wanting to take the floor, the Chairman closes the meeting.

Powers

The appearing parties, acting in the same interest, do hereby grant power to any clerk and / or employee of the firm of the undersigned notary, acting individually, in order to document and sign any deed of amendment (typing error(s)) to the present deed.

If there are any differences between the French and the English version, the French version is prevailing.

Whereof this notarial deed is drawn up in Luxembourg on the day specified at the beginning of this document.

The document having been read and interpreted to the appearing persons, all known to the notary by their names, first names, civil status and residences, the members of the board of the meeting signed together with the notary the present deed.

Signé: P. HELMINGER, E. BEKESSY, M. NILLES, J. BOUCLIER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 23 décembre 2014. Relation: LAC/2014/63072. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 13 février 2015.

Référence de publication: 2015032243/143.

(150036466) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 février 2015.

**Lux Global Fund - SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable,
(anc. European Responsible Fund).**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 90.502.

In the year two thousand and fifteen, on the eleventh (11) of February.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, public notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There was held

an extraordinary meeting (the "General Meeting") of the shareholders of EUROPEAN RESPONSIBLE FUND (the "Company"), a company in the form of a "société anonyme" qualifying as a "Société d'investissement à capital variable", having its registered office at 11, Rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, qualifying as an undertaking for collective investment subject to Part I of the Law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as amended, with variable capital, incorporated pursuant to a deed of Maître Paul BETTINGEN, notary residing in Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg, dated January 8th, 2003, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 92 on January 30th, 2003 and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 90.502.

The Articles of Association of the Company have been amended for the last time pursuant to a deed of Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, dated May 20th, 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1195 on June 19th, 2009.

The General Meeting was declared opened at 10 a.m. CET under the chair of Mr Gianpiero SADDI, employee, professionally residing at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg,

who appointed as secretary Mrs Marilyn KRECKE, employee, with same professional address.

The General Meeting elected as scrutineer Mr Gianpiero SADDI, prenamed.

The board of the General Meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I. The agenda of the General Meeting is the following:

Agenda

II. To propose the modification of the Articles of Incorporation (the "Articles") as follows:

1. Change of the name of the Company from "EUROPEAN RESPONSIBLE FUND" into "LUX GLOBAL FUND - SICAV" and modification of Article 1 accordingly;

2. Choice of English as the official language of the Articles as authorised by article 26 (2) of the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment (the "2010 Law");

3. Replacement of all references in the Articles to the law of 20 December 2002 by references to the 2010 Law;

4. Remove all references in the Articles to bearer shares or holders of bearer shares;

5. Amendment of Article 11 and Article 16 regarding the possibility to set-up of a master-feeder structure, to allow the convening of the annual general meeting of shareholders at another date time and place as set forth in the Articles, to also provide for the possibility to fix a record date by reference to which attendance rights, quorum and majority requirements for shareholders' meetings will be measured, to allow cross-sub-funds investments and update the provisions relating to mergers of sub-funds or of the Company;

6. Amendment of Article 17 whereby to include the ESAF group and any branches or affiliate company of it into the scope of the Article;

7. Amend Article 21 by providing for the possibility for the Fund if redemption requests made pursuant to this Article 21 exceed a certain threshold determined by the Board of Directors regarding the number of shares outstanding, the Board of Directors may decide that all or some of these redemption requests shall be deferred for the time required to make the assets available to satisfy such requests. After this period, in relation to the other valuation day in question, these redemption and conversion requests shall be treated as priority over future requests.

8. Amend Article 22 to add the following condition to the suspension of the calculation of the net value of shares, issuance and redemption of shares: (i) when there is a suspension of the calculation of the net asset value of a UCITS and other UCIs in which one or more compartments have invested a significant portion of their assets, if the value of this investment cannot be reasonably determined; (ii) upon notice of a meeting of shareholders at which the dissolution of the Company will be proposed; (iii) at any time from the publication of a convening notice to a general meeting of shareholders announcing the merger of the Company or of one or several compartments of the Company, or upon decision of the Board of Directors to merge one or more compartments of the Company has been given, to the extent where such suspension is justified to protect the interests of the shareholders.

9. Amendment of Article 27 to provide for the possibility to liquidate the Company at the decision of the Board of Directors if imposed by reasons of economic rationalization;

10. Insert Article 28 in accordance with Art 66 (4) of the 2010 Law.

II: The shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders and by the board of the General Meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies of the shareholders represented will also remain annexed to the present deed after having been initialed “ne varietur” by the appearing persons.

III: The shares being all registered shares, a convening notice has been sent to each registered shareholder of the Company on January 12th, 2015 and published in:

- the “Luxemburger Wort” on January 12th and 27th, 2015;
- the “Tageblatt” on January 12th and 27th, 2015; and
- the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on January 12th and 27th, 2015.

The related copies of the said mails are deposited on the desk of the bureau of the meeting.

IV: A first Meeting of shareholders, duly convened, was held on January 6th, 2015 before Maître Martine SCHAEFFER in order to decide on the same agenda. This Meeting could not take any decision, because the legal quorum of presence was not met.

As a consequence, there is no quorum requirement for the current Meeting. Resolutions on all the items of the Agenda shall be passed by with a simple majority vote of the shareholders of the Company present or represented and voting at the meeting.

V: According to the attendance list, out of the 519,593 shares of the Company (“Shares”) in issue, 180,504.07 shares are present or represented at the General Meeting.

VI: The present General Meeting is therefore regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then, the General Meeting, took the following resolutions:

First resolution

The General Meeting decides to change the name of the Company from “EUROPEAN RESPONSIBLE FUND” into “LUX GLOBAL FUND - SICAV” and to amend consequently Article 1:

Second resolution

The General Meeting decides to choose the English as the official language of the Articles as authorised by article 26 (2) of the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment (the “2010 Law”);

Third resolution

The General Meeting decides the replacement of all references in the Articles to the law of 20 December 2002 by references to the 2010 Law;

Fourth resolution

The General Meeting decides to remove all references in the Articles to bearer shares or holders of bearer shares;

Fifth resolution

The General Meeting decides the amendment of Article 11 and Article 16 regarding the possibility to set-up of a masterfeeder structure, to allow the convening of the annual general meeting of shareholders at another date time and place as set forth in the Articles, to also provide for the possibility to fix a record date by reference to which attendance rights, quorum and majority requirements for shareholders’ meetings will be measured, to allow cross-sub-funds investments and update the provisions relating to mergers of sub-funds or of the Company;

Sixth resolution

The General Meeting decides the amendment of Article 17 whereby to include the ESAF group and any branches or affiliate company of it into the scope of the Article;

Seventh resolution

The General Meeting decides to amend Article 21 by providing for the possibility for the Fund if redemption requests made pursuant to this Article 21 exceed a certain threshold determined by the Board of Directors regarding the number of shares outstanding, the Board of Directors may decide that all or some of these redemption requests shall be deferred for the time required to make the assets available to satisfy such requests. After this period, in relation to the other valuation day in question, these redemption and conversion requests shall be treated as priority over future requests.

Eight resolution

The General Meeting decides to amend Article 22 in order to add the following condition to the suspension of the calculation of the net value of shares, issuance and redemption of shares: (i) when there is a suspension of the calculation of the net asset value of a UCITS and other UCIs in which one or more compartments have invested a significant portion of their assets, if the value of this investment cannot be reasonably determined; (ii) upon notice of a meeting of shareholders at which the dissolution of the Company will be proposed; (iii) at any time from the publication of a convening notice to a general meeting of shareholders announcing the merger of the Company or of one or several compartment of the Company, or upon decision of the Board of Directors to merge one or more compartments of the Company has been given, to the extent where such suspension is justified to protect the interests of the shareholders.

Ninth resolution

The General Meeting decides to amend Article 27 in order to provide for the possibility to liquidate the Company at the decision of the Board of Directors if imposed by reasons of economic rationalization;

Tenth resolution

The General Meeting decides to insert an Article 28 in accordance with Art 66 (4) of the 2010 Law, after article 27.

Eleventh resolution

As a consequence of the aforesaid resolutions, the restated Articles of Association will have from now on the following wording:

Art. 1. "LUX GLOBAL FUND - SICAV" (the "Company") is a société anonyme [joint stock company] in the form of a société d'investissement à capital variable [open-ended investment company].

Art. 2. The Company shall be established for an unlimited period with effect from its formation. It may be wound up by a decision of the general shareholders meeting, ruling in the same way as for the amendment of these articles of association, as provided for in Article 28 below.

Art. 3. The Company's sole purpose is to invest the funds at its disposal in transferable securities, money market instruments and other assets authorised under Part I of the Law of 17 December 2010 concerning collective investment schemes ("the 2010 Law"), including shares or units of other undertakings for collective investment, with the aim of diversifying the investment risks and to allow its shareholders to benefit from the management of its portfolio.

The Company may take any measures and carry out any operations which it may deem useful for the accomplishment and the development of its object in the broadest sense within the framework of the Law of 2010.

Art. 4. The registered office of the Company is established in Luxembourg City, in the Grand-Duchy of Luxembourg. Branches or offices may be established by decision of the Board of Directors both in the Grand Duchy of Luxembourg and overseas.

The Board of Directors may transfer the registered office of the Company in Luxembourg to any other location in the municipality of Luxembourg.

If, in the opinion of the Board of Directors, extraordinary circumstances of a political, economic or social nature which could either impede normal activities at the registered office or communication between this office and other countries have occurred or are imminent, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding this temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

Art. 5. Company capital shall be represented by shares of no par value and shall be equal at all times to the total net assets of the Company as defined by Article 23 of these articles of association.

The minimum capital of the Company is equal to the minimum set by the Law of 2010.

The Board of Directors shall be authorised at any time to issue fully paid-up shares, in accordance with Article 24 of these articles of association, at a price equal to the net asset value or respective net asset values per share determined in accordance with Article 23 of these articles of association, without pre-emptive subscription rights for former shareholders. The Board of Directors may delegate the responsibility of approving subscriptions to these shares to any director or manager within the Company or any other person.

These shares may, if the Board of Directors sees fit, belong to different sub-funds (the "sub-funds"). The Sicav constitutes a single legal entity. By way of exception to Article 2093 of the Code Civil and in accordance with Article 181 of the Law of 2010, the assets of a specific sub-fund are only accountable for the debts, liabilities and obligations relating to that sub-fund. In relations between or among shareholders, each sub-fund is treated as a separate entity. In relation to third parties, and in particular the creditors of the Company, each sub-fund is only responsible for the debts attributable to it. The proceeds of share issues of each sub-fund shall be invested, in accordance with Article 3 of these articles of association, in sub-funds of assets which contain transferable securities, money market instruments or other assets corresponding to geographic regions, industry sectors, monetary zones or a specific type of shares or bonds to be determined by the Board of Directors for each of the sub-funds. The Board of Directors is authorised to create different categories

and/or subcategories within each sub-fund which may be characterised by their distribution policy (distribution shares, capitalisation shares), reference currency, fee level or by any other characteristic to be determined by the Board of Directors.

In order to determine the Company's capital, the net assets corresponding to each sub-fund shall be, if not expressed in EUR, converted into EUR and the capital shall be equal to the total net assets of all sub-funds.

Art. 6. The shares are issued in registered form. Any registered share may be issued as a fraction. These fractions of shares will represent part of the net assets and will, proportionally, confer an entitlement to the dividend that the Company may distribute and to the proceeds of its liquidation. Fractions of shares do not have voting rights.

If a holder of registered shares prefers not to receive certificates, it will receive a confirmation of its status as shareholder. If a holder of registered shares requires more than one certificate to be issued for his shares, the cost of additional certificates may be charged to this shareholder. Certificates shall be signed by two directors. The two signatures may be handwritten, printed or affixed with a signature stamp. However, one of the signatures may be affixed by a person authorised for this purpose by the Board of Directors; in this case it must be handwritten. The Company may issue temporary share certificates in such form as determined by the Board.

The shares shall only be issued upon acceptance of subscription. Upon payment of the price in accordance with Article 24 of these articles of association, permanent share certificates shall be issued immediately to the subscribers.

Dividends shall be paid to shareholders of registered shares at the address indicated in the register of shareholders.

All shares issued by the Company shall be entered on the register of shareholders which shall be kept by the Company or by one or more persons appointed for this purpose by the Company; the entry must indicate the name of each holder of registered shares, his residence or elected domicile, as indicated by him to the Company, the number of registered shares and the sub-funds he holds and the amount paid for each of these shares. Any transfers of registered shares shall be entered on the share register and such entries must be signed by one or more Company directors or authorised signatories, or one or more other persons appointed for this purpose by the Board of Directors.

Transfers of registered shares shall be performed (a) if certificates have been issued, by registration by the Company of the pending transfer, following submission to the Company of certificates representing these shares, along with any other transfer documents required by the Company, and (b) if certificates have not been issued, by a written declaration of transfer entered on the share register, dated and signed by the transferor and transferee or by their proxies.

Any shareholder wishing to acquire registered share certificates should provide the Company with an address to which all notifications and information may be sent. This address shall also be entered on the share register.

Should such a shareholder fail to provide an address to the Company, this may be mentioned on the share register, and the address of the shareholder shall be deemed that of the registered office of the Company or such other address as specified by the Company, until another address is provided by the shareholder.

The shareholder may at any time have the address entered on the share register changed by means of a written declaration sent to the registered office of the Company or such other address as may be specified by the Company.

Art. 7. Where a shareholder is able to prove to the Company that his share certificate has been mislaid, damaged or destroyed, a duplicate may be issued at his request under the conditions provided for by law and those that the Company shall determine, without prejudice to any form of guarantee that the Company may choose. Upon the issue of the new certificate, on which it shall be stated that it is a duplicate, the original certificate shall become null and void.

The Company may, if it sees fit, charge the shareholder with the cost of the duplicate or a new certificate and any justifiable expenses incurred by the Company in connection with such issuance and entry on the register or with the destruction of the old certificate.

The Company only recognises one owner per share. If there are several owners per share, only the address of the first shareholder identified shall be entered and any notifications shall be sent to this address alone.

Art. 8. Furthermore the Board of Directors may lay down any restrictions it deems appropriate in order to ensure that none of the shares of the Company are acquired or held by (a) a person who is in breach with the laws or the requirements of a country or government authority or (b) any person whose situation, in the opinion of the Board of Directors, could make the Company incur tax charges or other disadvantages that it would not otherwise have done so.

Art. 9. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Resolutions taken at such general meetings will be binding on all shareholders of the Company, regardless of which sub-fund they hold shares in. It shall have the broadest power to order, carry out or ratify any acts relating to the operations of the Company.

In the event that the decisions being made only relate to the particular rights of shareholders in one sub-fund, however, these may be made by a meeting representing the shareholders in the sub-fund in question.

Art. 10. The annual general meeting of shareholders shall be held in accordance with Luxembourg law at the registered office of the Company in Luxembourg or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the first Monday of June at 10.00 a.m. If that day is a public or bank holiday, the annual general meeting of shareholders

shall be held on the next business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the Board of Directors, exceptional circumstances so require.

Other general meetings of shareholders may be held at such time and place as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 11. Notices of meeting and the holding of Company shareholder meetings shall be governed by the relevant legal provisions.

The invitations to the general meetings of shareholders may state that the quorum and majority at the general meeting are determined on the basis of the shares issued and in circulation on the fifth day preceding the general meeting at twenty-four hundred hours (Luxembourg time) (known as the "record date"). The rights of a shareholder to attend a general meeting and exercise the voting right attached to his/her shares shall be determined on the basis of the shares held by this shareholder on the registration date.

Each share, regardless of the sub-fund to which it belongs, and regardless of the net asset value per share within the sub-fund, is entitled to one vote unless otherwise stipulated in these articles of association. A shareholder may attend any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or other written means of telecommunication.

Except otherwise required by law or these articles of association, resolutions at a general meeting of shareholders will be passed by a simple majority of the shareholders present and voting.

The Board of Directors may determine all other conditions which must be fulfilled by shareholders for them to take part in any general meeting of shareholders.

Art. 12. Meetings of the shareholders shall be convened by the Board of Directors pursuant to a notice setting forth the agenda, sent by mail at least twenty days prior to the date of the meeting, to the shareholders' addresses in the shareholder register.

Art. 13. The Company shall be managed by a Board of Directors of at least three members; members of the Board of Directors are not required to be shareholders of the Company. The directors shall be elected by the annual general meeting for a period which may not exceed six years and until their successors have been elected. Any director may, however, be dismissed with or without reason and/or replaced at any time by decision of the shareholders.

In the event of vacancy in the office of director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may meet and elect a director by a majority of votes cast to temporarily fulfil the duties attached to the vacant post, until the next meeting of shareholders.

Art. 14. The Board of Directors may choose from among its members a chairman and one or more vice-chairmen. It may also appoint a secretary, who is not required to be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the shareholders. The Board of Directors shall be convened to meetings by the chairman or by any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

If a chairman is appointed, he shall preside at the general shareholder meetings and meetings of the Board of Directors, but if he has not been appointed or in his absence, the general meeting or the Board of Directors shall appoint by majority of shareholders or directors present another director to assume chairmanship of these meetings.

All directors shall be given written notice of all meetings of the Board of Directors at least eight days prior to the time set for the meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature and causes of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived subject to agreement to this effect from all directors in writing or by fax. Separate notice shall not be required for individual meetings of the Board of Directors held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

Any director may be represented by appointing another director as his proxy in writing, by facsimile, telegram or telex. Directors may also cast their vote in writing or by fax.

Directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors. The directors may not bind the Company by their individual signatures, unless specifically authorised to do so by a resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least two directors are present or represented at a meeting. Decisions shall be taken by a majority vote of the directors present or represented. In the event that in any meeting of the Board of Directors, the number of votes for and against a resolution is equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Decisions of the Board of Directors may also be taken by circular resolution.

If necessary, the Board of Directors shall appoint Company managers and authorised signatories, whose duties shall be deemed necessary for conducting Company business. Such appointments may be withdrawn at any time by the Board of Directors. The managers and authorised signatories are not required to be Company directors or shareholders. Unless otherwise provided in the articles of association, the managers and signatories shall have powers and responsibilities attributed to them by the Board of Directors.

The Board of Directors may delegate its powers relating to the daily management and the fulfilment of operations with a view to accomplishing its purpose and to pursuing its general management strategy, to natural persons or legal entities which need not be directors.

Art. 15. The minutes of the meetings of the Board of Directors shall be signed by the director who chaired the meeting. Copies of, or excerpts from, such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the secretary or by two directors.

Art. 16. The Board of Directors, applying the principle of risk diversification, has the power to determine the Company's general management and investment policy, as well as guidelines to be followed in managing and administering the Company.

The Board of Directors also lays down any restrictions that may periodically apply to the Company's investments, in accordance with Part I of the Law of 2010.

The Board of Directors may decide that the Company should invest in (i) securities and money market instruments listed or traded on a regulated market as defined in the Law of 2010, (ii) securities and money market instruments traded on another market within a European Union Member State that is regulated, operates on a regular basis, recognised and open to the public, (iii) securities and money market instruments officially admitted to the official list in Eastern or Western Europe, Africa, North and South America, Asia and Oceania or traded on another market in the aforementioned countries, provided that the market in question is regulated, operates on a regular basis, is recognised and open to the public, (iv) newly issued securities and money market instruments, provided that the terms of issue include an undertaking to apply for the admission to trading on the official list of a securities exchange or other aforementioned regulated markets has been submitted and provided that such admission is granted within one year of issue, and (v) any other securities, instruments or stocks in the limits of the restrictions determined by the Board of Directors pursuant to the applicable laws and regulations mentioned in the Company's sales documents.

The Company's Board of Directors may decide to invest up to one hundred percent of the total net assets of each of the Company's sub-funds in various transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by a European Union Member State, its local authorities, a non-Member State of the European Union deemed acceptable by the Luxembourg supervisory authority as mentioned in the Company's sales documents, or by international public bodies to which one or more Member States of the European Union belong, or by any Member State of the Organisation for Economic Cooperation and Development, provided that, should the Company decide to avail itself of this provision, it holds, for that sub-fund, securities belonging to at least six different issues and that securities belonging to a given issue do not exceed thirty percent of the total net assets of the sub-fund in question.

The Board of Directors may decide that the Company should invest in derivative financial instruments, including equivalent instruments that give rise to settlement in cash, traded on a regulated market as defined by the Law of 2010 and/or derivative financial instruments traded over the counter, provided, inter alia, that their underlyings consist of instruments covered by Article 41 (1) of the Law of 2010, of financial indices, interest rates, exchange rates or currencies in which the Company may invest in line with its investment objectives as set out in its sales documents.

The Board of Directors may decide that a sub-fund's investments should be made in such a way as to reproduce the composition of an equity or bond index, provided that the index in question is recognised by the Luxembourg supervisory authority as being sufficiently diversified, constitutes a representative sample of the market to which it relates and is published appropriately.

The Company may not invest more than 10% of a sub-fund's net assets in undertakings for collective investment as defined in Article 41 (1) (e) of the Law of 2010.

The Board of Directors may invest in and manage all or some of the pools of assets established for two or more sub-funds on a common basis as described in Article twenty-three to the extent that such co-management is appropriate with regard to the respective investment sectors of the sub-funds.

It is also permitted for a Company sub-fund to subscribe, acquire and/or hold shares of one or more other sub-fund's of the Company provided it meets the stipulations of Article 181 (8) of the Law of 2010.

The Board of Directors may also authorise the creation of a sub-fund with the status of either a feeder UCITS or a master UCITS within the meaning of Section 9 of the Law of 2010. The Board of Directors may authorise the conversion of any existing sub-fund of the Company and a sub-fund with the status of feeder UCITS. The Board of Directors may also authorise the amendment of the master UCITS of one of the sub-funds of the Company with the status of feeder UCITS.

Art. 17. No contract or transaction that the Company may enter into with other companies or firms may be affected or vitiated by the fact that one or more Company directors, managers or authorised signatories have any kind of interest whatsoever in such other company or firm or by the fact that they are directors, partners, managers, authorised signatories or employees thereof. Company directors, managers or authorised signatories who are directors, managers, authorised signatories or employees of a company or firm with which the Company has entered into contracts, or with which it otherwise maintains business relations, shall not, by virtue thereof, be deprived of the right to deliberate, vote and act with regard to matters relating to such a contract or such business.

Should a director, manager or authorised signatory have a personal interest in any Company matter, this director, manager or authorised signatory must inform the Board of Directors of his personal interest and he shall not deliberate or take part in the vote on this matter; a report must be drawn up on this matter and on the personal interest of such director, manager or authorised signatory at the subsequent shareholder meeting.

The term 'personal interest', as set forth in the previous sentence, shall not apply to any relationship or interest in any matter, resolution or transaction whatsoever relating to LUX GLOBAL FUND - SICAV, the ESAF Group or any other subsidiary or company related thereto or the Custodian Bank or any other company or entity that the Board of Directors may specify from time to time, unless this personal interest is deemed a conflicting interest under the applicable laws and regulations.

Art. 18. The Company may indemnify any director, manager or authorised signatory, his heirs and executors with expenses reasonably incurred by any action or trial in which he has been made a party in his capacity as Company director, manager or authorised signatory or for having been, at the request of the Company, a director, manager or authorised signatory of any other company in which the Company is a shareholder or creditor by which he would not be indemnified, except in instances whereby in such an action or trial, he is ultimately convicted for gross negligence or misconduct; as regards transactions, such indemnification shall only be granted if the Company receives confirmation from its legal adviser that the director due to be indemnified has not committed such a breach of his duties. The aforementioned right to indemnification shall not preclude any other individual rights with regard to these persons.

Art. 19. The Company shall be bound by the joint signatures of two directors or by the individual or joint signatures of one or more authorised signatories to whom powers have been specifically delegated by the Board of Directors.

Art. 20. The transactions and financial situation of the Company, notably including its bookkeeping shall be monitored by a statutory auditor. The statutory auditor shall be appointed by the Annual General Meeting of shareholders for a maximum period of three years, and until the election of his successor.

The auditor in office may be replaced at any time under the conditions stated by Luxembourg law by the General Meeting of shareholders.

Art. 21. As prescribed hereafter, the Company has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set forth by law.

Any shareholder may request the redemption of all or part of his shares by the Company. Redemption requests must be accompanied by the share certificate or certificates in due form and the documents required to perform their transfer before the redemption may be taken into account. Payment shall be made no later than five business days after the date on which the applicable net asset value has been determined.

The redemption price shall be equal to the net asset value of each share of the sub-fund in question as determined in accordance with the provisions of Article 23 hereafter after deduction of such fees as shall be provided for in the documents relating to the sale. Any redemption request must be filed by such shareholder in written form at the registered office of the Company in Luxembourg or with any other person or legal entity appointed by the Company as its agent for redemption of shares. All redemption requests are irrevocable, except in the event of suspension of the calculation of the net asset value of the shares. Shares of the capital stock of the Company redeemed by the Company shall be cancelled.

However if the redemption requests submitted in accordance with this Article 21 exceed a threshold specified by the Board of Directors in terms of the number of shares in circulation, the Board of Directors may decide that all or some of these redemption requests shall be deferred for the time required to make the assets available to satisfy such requests. After this period, in relation to the other valuation day in question, these redemption and conversion requests shall be treated as priority over future requests.

Any shareholder may request the conversion of all or part of his shares into shares of another sub-fund or shares of another category or a different type of shares within the same sub-fund at a price equal to the respective net asset values of the shares of the various sub-funds established on the same Valuation Day, on the basis that that the Board of Directors may impose restrictions concerning, among other things, the frequency of conversions, and may subject them to the payment of fees for which it will determine the amount.

Any conversion request must be submitted by such shareholder in written form to the registered office of the Company in Luxembourg or with any other person or legal entity appointed by the Company as its agent for conversion of shares. All conversion requests are irrevocable, except in the event of suspension of the calculation of the net asset value of the shares.

Art. 22. The net asset value of the Company's shares as well as the issue and redemption price shall be determined periodically by the Company for the shares of each sub-fund, although never less frequently than twice a month, as determined by the Board of Directors (the day on which the net asset value is determined is referred to as the "Valuation Day" in these articles of association), on the understanding that if such Valuation Day falls on a day considered to be a bank holiday in Luxembourg, the Valuation Day shall be the first business day after the bank holiday.

The Company may suspend the calculation of the net asset value of the shares of one or more sub-funds, the issue and redemption of shares of this sub-fund, as well as the conversion, from and into the shares:

a) during any period in which one of the main stock exchanges or other markets on which a substantial portion of the Company's investments which are attributable to a given sub-fund are listed, is closed outside a holiday period, or during which operations on it are limited or suspended;

b) in an emergency, as a result of which the Company is unable to have normal access to its assets attributable to a given sub-fund, or to properly value them;

c) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments of any particular sub-Fund or the current prices or values on any market or stock exchange; or

d) during any period in which the Company is unable to repatriate funds in order to make payments following a redemption of shares, or during which a transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due following the redemption of these shares cannot, in the opinion of the directors, be executed at a normal exchange rate.

e) in the event of the suspension of the calculation of the net asset value of a UCITS and other UCI in which one or more sub-funds have invested a significant portion of their assets, such that the value of this investment cannot be reasonably determined.

f) when a shareholders' meeting is convened to propose that the Company be liquidated.

g) at any time during the publication of the invitation to attend a general meeting of shareholders at which the merger of the Company or a sub-fund is proposed, or the decision of the Board of Directors to merge one or more sub-funds, to the extent that such suspension is justified to protect the shareholders' interests.

Such suspension shall be published by the Company and shall be notified to shareholders requesting the redemption or conversion of shares by the Company at the time when they make a definitive request in writing.

Such a suspension affecting one sub-fund will not have any effect on the calculation of the net asset value, issue, redemption or conversion prices of the shares in the other sub-funds.

Art. 23. The net asset value of the shares of each sub-fund of the Company shall be expressed in the currency of the sub-fund in question as determined by the Board of Directors. It shall be determined on each Valuation Day by dividing the net assets of the Company corresponding to each sub-fund made up of the assets of the Company corresponding to this sub-fund less the liabilities attributable to this sub-fund, by the number of shares issued in this sub-fund. The price obtained shall be rounded off in the manner determined by the Board of Directors.

The assets of the different sub-funds shall be valued as follows:

A. The Company's assets shall comprise:

a) all cash on hand or on deposit including accrued interest,

b) all bills and demand notes payable at sight and accounts payable insofar as the Company can reasonably be expected to be aware of these (including the proceeds of sales of securities, where the price has not yet been received);

c) all securities, units, shares, bonds, units in undertakings for collective investments, debt securities, options or subscription rights, warrants and other investments and transferable securities which are owned or which have been bought by the Company;

d) all financial instruments such as options, financial futures and swaps.

e) all dividends and distributions to be received by the Company in cash or shares (the Company may however make adjustments in light of fluctuations in the market value of transferable securities caused by practices such as trading ex-dividends or ex-rights);

f) all accrued interest from securities owned by the Company, except if the interest is included in the principal of these securities;

g) all preliminary expenses of the Company insofar as they have not been written off, provided that such preliminary expenses may be written off directly from the capital of the Company;

h) all other assets of any type, including advanced payments of expenses.

The valuation of these assets shall be determined as follows:

1) The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes payable at sight and accounts receivable, prepaid expenses, dividends and interest declared or accrued and not yet received shall be made up by the nominal value of these assets, unless however said value is unlikely to be received, in which case the value thereof shall be arrived at after deducting an amount which the Company may consider appropriate to reflect the true value thereof.

2) The valuation of the shares listed on a stock exchange or any other regulated markets which operate regularly and are recognised and open to the public shall be determined on the basis of the last known price; in the event that there are several markets, on the basis of the last known price of the principal market of the respective security. If the latest known price for a given security does not truthfully reflect its fair market value, the security shall then be valued on the basis of the probable selling prices which the Board of Directors deems it prudent to apply.

3) The value of the securities which are not listed on the stock exchange or other regulated markets which operate regularly and which are recognised and open to the public, shall be valued by the Board of Directors on the basis of the probable selling prices which the Board of Directors deems prudent to apply.

4) Share or units of the underlying open-ended undertakings for collective investment shall be valued on the basis of their latest net asset value as reported by such a body.

5) Liquid assets and money market instruments may be valued at their nominal value plus accrued interest or on the basis of amortised costs. All the assets, whether practised so allows, shall be valued in the same way; short-term investments with a residual term of one year or less can be valued (i) at their market value, or (ii) when the market value is not available or not representative, amortised cost.

6) Options, financial futures and swap contracts shall be valued at the latest known price on the stock exchanges or any other regulated markets.

7) If, as a result of specific circumstances, a valuation based on the preceding rules becomes impractical or inaccurate, other generally accepted and verifiable valuation criteria shall be applied in order to obtain a fair valuation.

B. The Company's liabilities are deemed to include:

a) all loans, matured bills and accounts payable, with the exception of those due to a Company subsidiary,

b) all administrative expenses, payable or accrued - notably operating expenses (including the emoluments of the Fund Manager and certain expenses of the directors and other managers and signatories, the Custodian Bank, the Domiciliary Agent, the Registration and Transfer Agent, the Administrative Agent, the Listing Agent, the Statutory Auditor, the legal advisers and any other representative and agent of the Company, as well as the cost of printing and distributing the annual and half-yearly reports and this Prospectus/the Key Investor Information document), brokerage fees, taxes payable by the Company as well as registration fees of the Company and the fees for maintaining this registration with all government authorities; the costs and expenses relating to the formation of the Company, the preparation and publication of the prospectus, the printing of certificates representing Company shares and the listing of these Company shares on the Luxembourg Stock Exchange.

c) all known obligations whether due or not, including all contractual obligations payable which relate to payments in cash or in kind, including the amount of dividends announced by the Company but not yet paid, when the valuation day coincides with the date on which it shall be determined which person has or will have the right to payment;

d) an appropriate reserve for tax incurred until the valuation day and set by the Board of Directors and other reserves authorised or approved by the Board of Directors,

e) all other obligations of the Company of any kind except for liabilities represented by the Company's own resources. In determining the value of these liabilities, the Company may take into account regular or periodic administrative and other expenses via an estimate for the year or any other period, by allocating the amount across fractions of that period on a pro rata basis.

C. The directors shall establish separate pools of assets for each sub-fund as follows:

a) the proceeds from the issue of shares of a sub-fund shall be allocated, in the Company's accounts, to the asset account set up for that sub-fund, and the assets, liabilities, revenues and expenses relating to that sub-fund shall be allocated to the asset pool pursuant to the provisions of this Article;

b) assets derived from other assets shall be allocated, in the Company accounts, to the same pool as the assets from which it is derived; each time assets are re-valued, the increase or reduction in value shall be allocated to the pool to which these assets belong;

c) where the Company has incurred a liability which relates to assets from a specific pool or relating to a transaction performed in relation to assets from a specific pool, this undertaking shall be allocated to the pool in question;

d) if it is not possible to allocate Company assets or liabilities to a specific pool, these assets or this liability shall be allocated to all the pools in proportion with the net values of the various sub-funds, on the understanding that all the assets relating to a specific sub-fund are only liable for debts and obligations relating to this sub-fund;

e) in the event of payment of dividends to the shareholders of any sub-fund, the net asset value of that sub-fund shall be reduced by the amount of these dividends.

f) following the payment of an expense attributable to a specific pool or a given sub-fund, the amount of this expense shall be deducted from the assets of the pool in question or, according to the proportion of net assets attributable to the sub-fund in question;

g) if two or more categories of shares are created within a sub-fund, as described in Article five above, the rules of allocation stipulated above shall apply mutatis mutandis to each category.

D. For the purposes of the efficient management of its portfolios, the Company may manage all or some of the assets of one or more sub-funds on a pooling basis whilst complying with their respective investment policies.

E. For the purposes of this Article:

a) each Company share in the process of redemption in accordance with Article 21 above shall be deemed to be issued and to exist until the end of the applicable valuation day for the redemption of such share and shall be, with effect from this day and until the price thereof is paid, deemed a Company liability.

b) all investments, cash balances and other Company assets expressed in a different currency to that of the sub-fund to which they belong shall be converted into the currency of that sub-fund, taking account of the exchange rates in force on the date and time that the net asset value of shares is determined and

c) as far as possible, any purchases or sales of transferable securities entered into by the Company shall be carried out on the Valuation Day.

Art. 24. When the Company offers the shares for subscription, the price per share at which such shares shall be offered and issued shall be equal to the net asset value as defined in these articles of association for the sub-fund in question, plus the commissions stipulated in the sales documents, the price thus obtained being rounded upwards to the nearest one hundred of the currency of the sub-fund in question. Any fees to agents involved in the placing of the shares will be included in this commission. The price thus determined shall be payable no later than five business days after the date on which the applicable net asset value has been determined.

Art. 25. The Company's financial year shall begin on the first of January of each year and end on the thirty-first of December of the same year. The accounts of the Company shall be expressed in euros. If different sub-funds are in existence, as provided for in Article 5 of these articles of association and if the accounts of these sub-funds are expressed in different currencies, these accounts shall be converted into euros and added together in order to determine the accounts of the Company.

Art. 26. The general meeting of shareholders may decide, at the proposal of the Board of Directors, how to use the balance of the net annual investment income for each sub-fund. The distribution of the net investment income may be made independently of any realised or unrealised capital losses or gains. In addition, the dividends may include a capital distribution provided that after distribution, the net assets of the Company exceed the minimum capital as described in Article 5 of these articles of association. The type of distribution must be revealed (capital or income).

Any resolution of the general meeting of shareholders determining the distribution of dividends to the shares of a sub-fund must first be approved by the shareholders of this sub-fund voting with the same majority as indicated in Article 11.

Interim dividends may be paid on a sub-fund's shares as a result of a decision by the Board of Directors.

The dividends may be paid in the currency of the sub-fund in question or in any other currency chosen by the Board of Directors, and will be paid at a time and place to be determined by the Board of Directors. The Board of Directors may freely determine the exchange rate to convert the dividends into the payment currency.

Any declared dividends not claimed by their beneficiaries within five years of the date on which they are allotted may no longer be claimed and will revert to the Company. No interest will be paid on a dividend declared by the Company and made available by it to its beneficiary.

Art. 27. The Company may be liquidated at any time by a resolution of the annual general meeting of shareholders. In the event of liquidation of the Company, the process shall be carried out by one or more liquidators (who may be natural persons or legal entities), who shall be appointed by the general meeting of shareholders having decided upon such dissolution and which shall determine their powers and remuneration. The net proceeds of the liquidation of each sub-fund shall be distributed and split by the liquidators to the shareholders of each sub-fund in proportion to the number of shares they hold in this sub-fund.

The Board of Directors of the Company may pass a resolution for the simple liquidation of one or more sub-funds in the following cases:

- if the net assets of the sub-fund(s) in question are below a volume such that the sub-fund can no longer to be managed efficiently.
- if the economic and/or political environment has changed.
- if economic rationalisation measures are imposed.

The liquidation decision must be published according to the applicable publicity rules. In particular, it must set out details of the reasons for the liquidation and the associated arrangements.

In the absence of a decision to the contrary by the Board of Directors, the Company may, while awaiting the execution of the liquidation decision, continue to redeem shares in the sub-fund which it has been decided to liquidate. The Company will base these redemptions on the net asset value established in such a way as to take into account the liquidation costs, but without deducting a redemption fee or any other amount. Capitalised formation costs are amortised in full after the liquidation decision has been made.

Assets which it has not been possible to distribute to the beneficiaries on the closing date of the liquidation of the sub-fund(s) may be kept on deposit with the custodian bank for a period of no more than 9 months from that date. After this period, these assets must be deposited with the Caisse des Consignations, to the profit of the relevant beneficiary.

Art. 28. Any merger of a sub-fund with another sub-fund or with another UCITS (whether or not subject to Luxembourg law) will be decided by the Board of Directors which also has competence to decide on the effectiveness of the merger. If as a result of the merger, the UCITS should cease to exist, it will be decided by a general meeting of shareholders at which no quorum is required and by a simple majority of the votes cast.

Art. 29. These articles of association may be amended at an appropriate time and place by a general meeting of shareholders subject to the quorum and voting conditions required by Luxembourg law. Any amendment affecting the rights of the subfund compared with those of other sub-funds shall also be subject to the same conditions of quorum and majority required under Luxembourg law in these sub-funds.

Art. 30. The Company may enter into an investment advisor agreement with an investment advisor (the "Investment Advisor"), who shall provide the Company with the recommendations and advice regarding the investment policy of the

Company in accordance with Article 16, and may on a daily basis, under the supervision of the Board of Directors, have the discretionary power to buy and sell securities and other assets for the Company and to enter into investment transactions for its account pursuant to the terms of a written agreement. The Board of Directors may approve the appointment by the Investment Adviser for a given sub-fund of one or more investment sub-advisors as described in and in agreement with the sales documents of the Company.

Alternatively, the Company may enter into a management services agreement with an authorised management company pursuant to Section 15 of the Law of 2010 (the 'Management Company') pursuant to which it shall appoint such a Management Company to provide the Company with portfolio, administration and marketing management services.

The Investment Advisor(s) or the Management Company are remunerated by the Company in accordance with the terms of the respective agreement signed between the Company and the Investment Managers) or the Management Company and the stipulations of the prospectus. A performance fee based on the growth of the net assets may be paid in addition to this fixed fee based on the total net assets of the Company.

Art. 31. For all matters not covered by these articles of association, the parties shall refer to the provisions of the Law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, and to the Law of 2010.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that on request of the above named persons, this deed is worded only in English; at the request of the same appearing persons.

Whereof this notarial deed was drawn up in Luxembourg on the date at the beginning of this deed.

This deed having been given for reading to the above-named persons, they signed together with us, the notary this original deed.

Signé: G. Saddi, M. Krecké et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 17 février 2015. 2LAC/2015/3543. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur (signé): Paul Molling.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 février 2015.

Référence de publication: 2015032371/589.

(150036546) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 février 2015.

M&LP S.C.I., Société Civile.

Siège social: L-5942 Itzig, 1, rue Désiré Zahren.

R.C.S. Luxembourg E 5.564.

— STATUTEN

Im Jahre zweitausendundfünfzehn, am dreizehnten Tag des Monats Februar.

Vor dem Unterzeichneten Maître Edouard DELOSCH, Notar mit Amtswohnsitz in Diekirch.

Sind erschienen:

1.- Herr Manfred MÜLLER, geboren am 02. Juli 1951 in Saarbrücken, wohnhaft in D-66571 Eppelborn, Europaplatz, 9;

2.- Frau Larisa PUSTOVALOVA, geboren am 11. Juli 1967 in Riga, wohnhaft in D-66571 Eppelborn, Europaplatz, 9;

Welche Komparenten den instrumentierenden Notar ersuchten, folgende Gesellschaftsgründung zu beurkunden:

I. Bezeichnung, Dauer, Sitz, Zweck

Art. 1. Es besteht zwischen den erschienen Parteien und all jenen Personen oder Körperschaften, welche in Zukunft Eigentümer der hiernach geschaffenen Anteile werden, eine zivilrechtliche Gesellschaft die den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg und insbesondere den Artikel 1832 bis 1872 des Zivilgesetzbuches, sowie dem vorliegenden Gesellschaftsvertrag unterliegt.

Die Bezeichnung der Gesellschaft lautet „M&LP S.C.I.“.

Art. 2. Der Sitz der Gesellschaft ist in der Gemeinde Hesperange.

Art. 3. Der Gesellschaftsvertrag beginnt am heutigen Tag und ist auf unbestimmte Zeit abgeschlossen. Jeder Gesellschafter hat das Recht seine Beteiligung zu kündigen. Die Kündigung erfolgt sechs Monate im Voraus mittels Einschreibebrief an die restlichen Gesellschafter mit Wirkung zum 31. Dezember. Die Gesellschafter haben bis zum Ende des Geschäftsjahres das Recht die Anteile des scheidenden Gesellschafters mittels Zahlung des Marktwertes an den ausscheidenden Gesellschafter zu übernehmen.

Art. 4. Gegenstand der Gesellschaft ist die Verwaltung, die Nutzung und die Verwertung von Immobilien aller Art, durch Ankauf, Verkauf, Tausch, Anmietung, Vermietung, Erschließung oder auf alle andere mögliche Art und Weise.

Im Rahmen ihrer Tätigkeit ist es der Gesellschaft ausdrücklich gestattet, Hypothekendarlehen aufzunehmen und jegliche sonstigen Garantien zu gewähren.

Die Gesellschaft kann des weiteren sämtliche Geschäfte industrieller, finanzieller, mobiliarer und immobilärer Natur tätigen, die mittelbar oder unmittelbar mit dem Hauptzweck in Zusammenhang stehen oder zur Erreichung und Förderung des Hauptzweckes der Gesellschaft dienlich sein können, mit Ausnahme jeglicher kommerzieller Tätigkeit.

II. Kapital, Anteile

Art. 5. Das Gesellschaftskapital beträgt zweitausend fünfhundert Euro (EUR 2.500,-), eingeteilt in hundert (100) Anteile von je fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-).

Die Anteile wurden gezeichnet und der Nennwert zu einhundert Prozent (100%) in bar eingezahlt durch:

1) Herrn Manfred Müller, vorbenannt,	
fünfzig Anteile	50
2) Frau Larisa Pustovalova, vorbenannt,	
fünfzig Anteile	50
TOTAL: hundert Anteile	100

Die Summe von zweitausend fünfhundert Euro (EUR 2.500,-) stand der Gesellschaft daher von dem Moment an zur Verfügung. Beweis hierüber wurde dem unterzeichnenden Notar überbracht.

Art. 6. Die Anteilabtretungen geschehen unter Anwendung der Bestimmungen des Gesetzes vom 21. Dezember 1994.

Die Anteile sind zwischen Gesellschaftern frei übertragbar. Bei Sterbefall können die Anteile ohne besondere Zustimmung an die Erbberechtigten übertragen werden.

Für den Fall einer Veräußerung an Drittpersonen sind die anderen Gesellschafter vorkaufsberechtigt. Die Anteile können an Drittpersonen nur mit der Zustimmung aller in der Generalversammlung abgegebenen Stimmen übertragen werden. Sollten die Gesellschafter ihre Zustimmung diesbezüglich verweigern, so sind sie verpflichtet die Anteile selbst zu übernehmen, zu dem Marktwert welcher gegebenenfalls durch einen Sachverständigen zu überprüfen ist.

Art. 7. Jeder Anteil gibt ein Anrecht am Gesellschaftsvermögen sowie an der Verteilung des Nettogewinns. im Verhältnis der Anteile. Wird neben dem Gesellschaftskapital eine freiwillige Einlage gewährt, erfolgt die Verteilung des Nettogewinns unter Berücksichtigung der freiwilligen Einlage.

Art. 8. Die Gesellschafter haften für die Schulden der Gesellschaft im Verhältnis der von ihnen gehaltenen Anteile. Gegenüber den Gläubigern der Gesellschaft haften die Gesellschafter für deren Schulden gemäss Artikel 1863 des Zivilgesetzbuches. In allen Handlungen welche Verpflichtungen der Gesellschaft beinhalten, werden die Gesellschafter versuchen von den Gläubigern eine formelle Verzichtserklärung für die persönliche Haftung der Gesellschafter zu bekommen, so dass die Gläubiger ihren Haftungsanspruch ausschließlich gegen die Gesellschaft und deren Güter geltend machen können.

Art. 9. Die Gesellschaft wird nicht durch den Tod eines Gesellschafters aufgelöst.

Verlust der Geschäftsfähigkeit, Konkurs oder Zahlungsunfähigkeit eines oder mehrerer Gesellschafter lösen die Gesellschaft nicht auf. Sie wird zwischen den Gesellschaftern weiterbestehen, mit Ausnahme des oder der Gesellschafter- weiche geschäftsunfähig, in Konkurs oder zahlungsunfähig sind.

Die Anteile sind unteilbar gegenüber der Gesellschaft. Um ihre Ansprüche geltend zu machen, müssen die ungeteilten Miteigentümer der Anteile sich gegenüber der Gesellschaft durch einen von ihnen oder durch einen gemeinsamen Bevollmächtigten vertreten lassen.

Die den Anteilen anhaftenden Rechte und Pflichten werden mit der Anteilabtretung übertragen. Der Besitz eines Anteils bedingt automatisch die Annahme der Statuten sowie der durch die Generalversammlung rechtsgültig angenommenen Beschlüsse.

III. Geschäftsführung

Art. 10. Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren Geschäftsführern geleitet, welche von den Anteilhabern in der Generalversammlung ernannt und abberufen werden.

Die jeweiligen Befugnisse des oder der Geschäftsführer, sowie die Dauer deren Mandats werden bei ihrer Ernennung durch die Generalversammlung festgelegt.

Der oder die Geschäftsführer vertreten die Gesellschaft sowohl bei Gericht als auch gegenüber Drittpersonen.

IV. Generalversammlungen

Art. 11. Die Geschäftsführer berufen, so oft es die Geschäfte der Gesellschaft oder die Gesellschafter, welche mindestens ein Viertel des Kapitals vertreten, es verlangen, eine Generalversammlung ein.

Art. 12. Die Einladungen zur Generalversammlung geschehen durch Einschreibebrief an die Gesellschafter vierzehn Tage im Voraus. Sie enthalten eine Zusammenfassung der Tagesordnung.

Die Generalversammlung kann auch durch einfache mündliche Einladung und ohne die vorgesehene Frist, einberufen werden, wenn alle Gesellschafter anwesend oder vertreten sind und sich rechtsgültig für die Tagesordnung einberufen erklären.

Art. 13. Jeder Gesellschafter hat das Recht der Generalversammlung selbst beizuwohnen oder kann sich durch einen Bevollmächtigten vertreten lassen. Die Generalversammlung kann nur gültige Beschlüsse fassen, wenn mindestens die einfache Mehrheit der Gesellschafter, welche mindestens die Hälfte des Gesellschaftskapitals halten, anwesend oder vertreten sind.

Wenn die Generalversammlung einberufen ist um über die in Artikel 16 benannten Fälle zu bestimmen, müssen alle Gesellschafter, anwesend oder vertreten sein.

Sollten vorgenannte Bedingungen nicht erfüllt sein, kann die Generalversammlung mit identischer Tagesordnung neu einberufen werden und nimmt dann mit einfacher Mehrheit gültige Beschlüsse.

Art. 14. Die Beschlüsse werden mit Stimmenmehrheit der anwesenden Gesellschafter genommen, außer solcher welche im Rahmen der Artikel 13 Absatz 2 und Artikel 16 genommen werden müssen.

Jeder Gesellschafter ist stimmberechtigt, ganz gleich wie viele Anteile er hat. Er kann, ohne Einschränkung, so viele Stimmen abgeben, wie er Anteile innehat. Wird neben dem Gesellschaftskapital eine freiwillige Einlage gewährt, werden dem die freiwillige Einlage leistenden Gesellschafter keine zusätzlichen Stimmrechte gewährt, es sei denn, die Gewinnverteilung nach Artikel 18 ist vom Beschluss betroffen. In diesem Fall werden im Verhältnis des Gesellschaftskapitals zur freiwilligen Einlage zusätzliche Stimmrechte geschaffen.

Art. 15. Die jährliche gewöhnliche Generalversammlung hört sich den Bericht der Geschäftsführung an, berät, genehmigt oder überarbeitet den Jahresabschluss.

Sie genehmigt alle Geschäfte und Tätigkeiten welche die Befugnisse des oder der Geschäftsführer überschreiten. Sie bestimmt die Befugnisse der Geschäftsführer, ihre Vergütungen sowie die Dauer ihres Mandates.

Art. 16. Die Generalversammlung der Gesellschafter kann nur einstimmig Statutenänderungen, insbesondere über Kapitalerhöhungen oder -verminderungen und über die diesbezügliche Aufteilung der Anteile, die Auflösung, die Fusion oder Teilung oder Umstrukturierung der Gesellschaft in eine andere Form, sowie die Erweiterung oder die Beschränkung des Gesellschaftszweckes beschließen.

Art. 17. Die Beschlüsse der Versammlungen werden in einem Spezialregister festgehalten, welcher durch die Gesellschafter unterschrieben wird.

V. Bestandsaufnahme und Verteilung des Gewinnes

Art. 18. Die Geschäftsführung erstellt jeweils zum 31. Dezember ein Inventar. Wenn die Geschäfte oder das Gesetz dies erfordern, ist die Geschäftsführung für die Führung einer regelmäßigen und ordnungsgemäßen Buchhaltung verantwortlich.

Ein Nettoertrag, sei es ein laufender Gewinn auf der Basis der regelmäßigen Buchhaltung oder sei es der Nettoertrag nach der Veräußerung der Vermögenswerte der Gesellschaft, werden im Verhältnis der Anteile aufgeteilt. Wird neben dem Gesellschaftskapital eine freiwillige Einlage gewährt, erfolgt die Verteilung des Nettogewinns unter Berücksichtigung der freiwilligen Einlage.

Art. 19. Streitfälle zwischen Gesellschaftern oder zwischen der Gesellschaft oder einem Gesellschafter oder dessen Rechtsnachfolger, betreffend die Geschäfte der Gesellschaft während der Dauer der Gesellschaft oder ihrer Liquidation, unterliegen der Gerichtsbarkeit des für die Gesellschaft zuständigen Bezirksgerichtes.

Die Gesellschafter und die Rechtsnachfolger der Gesellschafter erwählen diesbezüglich Rechtswohnsitz am Sitz der Gesellschaft. In Ermangelung einer solchen Wohnsitzerwählung werden alle Zustellungen und Vorladungen rechtsgültig bei vorgenanntem Bezirksgericht gemacht.

V. Allgemeine Bestimmung

Art. 20. Die Artikel 1832 bis 1872 des Zivilgesetzbuches, sowie die Bestimmungen des Gesetzes vom 15. August 1915 und die diesbezüglichen Abänderungen finden überall dort Anwendung wo sie nicht durch gegenwärtige Statuten abgeändert worden sind.

Kosten

Die Kosten, welche der Gesellschaft zum Anlass ihrer Gründung entstehen, werden abgeschätzt auf den Betrag von neunhundert Euro (EUR 900,-).

Generalversammlung

Sofort nach der Gründung, haben die vorgenannten Gesellschafter, einstimmig, folgende Beschlüsse gefasst:

a) Die Anzahl der Geschäftsführer wird auf 2 (zwei) festgelegt und die folgenden Personen werden auf unbegrenzte Zeit als Geschäftsführer ernannt:

1.- Herr Manfred MÜLLER, geboren am 02. Juli 1951 in Saarbrücken, wohnhaft in D-66571 Eppelborn, Europaplatz, 9;

2.- Frau Larisa PUSTOVALOVA, geboren am 11. Juli 1967 in Riga, wohnhaft in D-66571 Eppelborn, Europaplatz, 9; Die Gesellschaft wird Dritten gegenüber immer durch die gemeinsamen Unterschriften der Geschäftsführer rechtsgültig vertreten.

b) Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-5942 Itzig, 1, rue Désiré Zahren.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Itzig am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparenten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: M. MÜLLER, L. PUSTOVALOVA, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 16 février 2015. Relation: DAC/2015/2800. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Für gleichlautende Ausfertigung, ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Memorial C.

Diekirch, den 19. Februar 2015.

Référence de publication: 2015031896/147.

(150035190) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2015.

M&G International S.à r.l., Mossi & Ghisolfi International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 39.000.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 37A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 86.908.

In the year two thousand and fifteen, on the fourteenth day of January.

Before Us, Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

M&G CHEMICALS, a Luxembourg public limited company (société anonyme), having its registered office at 37/a, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 174.890,

represented by Mr Alessandro DI ROBERTO, employee, with professional address at 5, place du Théâtre, L-2613 Luxembourg, by virtue of a proxy given on 12 January 2015.

Such proxy, after having been signed ne varietur by the prequalified mandatory and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record the following:

I. The company M&G CHEMICALS, prequalified, is the sole shareholder (the "Sole Shareholder"), holder of the whole corporate capital of the Luxembourg private limited company (société à responsabilité limitée) existing under the name of MOSSI & GHISOLFI INTERNATIONAL S.à r.l. en abrégé M&G INTERNATIONAL S.à r.l., having its registered office at 37/a, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, with a corporate capital of USD 186,549,000 (one hundred eighty six million five hundred forty nine thousand US Dollars),- and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 86.908 (the "Company"), incorporated before Me Joseph Elvinger, notary residing then in Luxembourg, pursuant to a deed dated 25th February 2002 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1015 dated 3rd July 2002.

The articles of association of the Company have been amended several times and for the last time pursuant to a deed enacted by the undersigned notary on 12th December 2014, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

II. The corporate capital of the Company is set at USD 186,549,000.00 (one hundred eighty six million five hundred forty nine thousand US Dollars) represented by 1,865,490,000 (one billion eight hundred sixty five million four hundred ninety thousand) corporate units with a nominal value of USD 0.1 (ten cents) each.

III. The Company has realized losses as at 31th of December 2013 of an amount of EUR 119,272,791.58 (one hundred nineteen million two hundred seventy two thousand seven hundred ninety one Euro fifty eight cents) that have been converted, at the exchange rate of EUR 1.- for USD 1.3791 fixed by the European Central Bank (ECB), to an amount of USD 164,489,106.87 (one hundred sixty four million four hundred eighty nine thousand one hundred six US Dollars eighty seven cents) with effect as from 1st January 2014 by a decision of the Sole Shareholder taken on 12th of December 2014.

IV. The purpose of these resolutions is the following:

1. to reduce the Company's corporate capital by an amount of USD 147,549,000.00 (one hundred forty seven million five hundred forty nine thousand US Dollars) to bring it from its current amount of USD 186,549,000.00 (one hundred eighty six million five hundred forty nine thousand US Dollars) to an amount of USD 39,000,000.00 (thirty nine million US Dollars) by way of absorption of part of the losses realized and existing, carried forward as at 31th of December 2013

of the Company for an amount of USD 147,549,000.00 (one hundred forty seven million five hundred forty nine thousand US Dollars) as shown by the financial statements approved by the annual general meeting of the Company on 8th May 2014, and the cancellation of 1,475,490,000 (one billion four hundred seventy five million four hundred ninety thousand) corporate units of the Company;

2. to set-off an amount of USD 16,940,106.87 (sixteen million nine hundred and forty thousand one hundred and six US Dollars eighty seven cents) from the free reserve of the Company against the residual losses realized and existing, carried forward as at 31th of December 2013 for an amount of USD 16,940,106.87 (sixteen million nine hundred and forty thousand one hundred and six US Dollars eighty seven cents), resulting from the passing of the shareholder resolutions under item 1. above;

3. to amend the first paragraph of article 6.1 of the articles of association of the Company which shall be read henceforth as follows:

" **Art. 6.1.** The subscribed capital is set to USD 39,000,000.00 (thirty nine million US Dollars) represented by 390,000,000 (three hundred ninety million) corporate units with a nominal value of USD 0.1 (ten cents) each."

IV. These facts having been stated, the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to reduce the Company's corporate capital by an amount of USD 147,549,000.00 (one hundred forty seven million five hundred forty nine thousand US Dollars) to bring it from its current amount of USD 186,549,000.00 (one hundred eighty six million five hundred forty nine thousand US Dollars) to an amount of USD 39,000,000.00 (thirty nine million US Dollars) by way of the absorption of part the losses realised and existing, carried forward of the Company as at 31th of December 2013 for an amount of USD 147,549,000.00 (one hundred forty seven million five hundred forty nine thousand US Dollars), as shown by the financial statements approved by the annual general meeting of the Company on 8th May 2014, and the cancellation of 1,475,490,000 (one billion four hundred seventy five million four hundred ninety thousand) corporate units of the Company having a nominal value of USD 0.1 (ten cents) each.

The losses realized as at 31th of December 2013 of an amount of EUR 119,272,791.58 (one hundred nineteen million two hundred seventy two thousand seven hundred ninety one Euro fifty eight cents) have been converted at the exchange rate of EUR 1.- for USD 1.3791 fixed by the European Central Bank (ECB) in an amount of USD 164,489,106.87 (one hundred sixty four million four hundred eighty nine thousand one hundred six US Dollars eighty seven cents) with effect as from 1st January 2014 by a decision of the Sole Shareholder taken on 12th of December 2014.

The evidence of the existence of the realized losses as at 31th of December 2013 is given to the undersigned Notary by the submission of the financial statements as at 31th of December 2013 duly approved by the annual general meeting held on 8th of May 2014, and will remain attached to the present deed.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves subsequently to compensate an amount of USD 16,940,106.87 (sixteen million nine hundred and forty thousand one hundred and six US Dollars eighty seven cents) from the free reserve of the Company against the residual losses realized and existing, carried forward as at 31th of December 2013 of the company for an amount of USD 16,940,106.87 (sixteen million ninety four thousand one hundred and six US Dollars eighty seven cents).

Third resolution

As a consequence of the above, the Sole Shareholder resolves to amend the first paragraph of article 6.1 of the articles of association of the Company which shall be read henceforth as follows:

" **Art. 6.1.** The subscribed capital is set to USD 39,000,000.00 (thirty nine million US Dollars) represented by 390,000,000 (three hundred ninety million) corporate units with a nominal value of USD 0.1 (ten cents) each."

Estimate of costs

The amount of expenses, costs, remunerations or charges of any form whatsoever which shall be borne by the Company or are charged to the Company as a result of this deed is estimated at approximately EUR 9,000.-.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party the present deed is worded in English, followed by a French version; on the request of the same appearing party and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date above written, at the beginning of this document.

The document having been read to the Board member and mandatory appearing, known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, said person appearing signed together with us, Notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mil quinze, le quatorzième jour du mois de janvier.

Par-devant Nous, Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

M&G CHEMICALS, une société anonyme ayant son siège social au 37/a, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 174.890,

ici représentée par Monsieur Alessandro DI ROBERTO, employé, dont l'adresse professionnelle est au 5, Place du Théâtre, L2613 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 12 janvier 2015.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante prénommé, ainsi que le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme décrit ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter que:

I. La société M&G CHEMICALS est l'associé unique (l'«Associé Unique») détentricrice de la totalité du capital social de la société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois existant sous le nom de MOSSI & GHISOLFI INTERNATIONAL S.à.r.l. en abrégé M&G INTERNATIONAL S.à r.l., ayant son siège social au 37/a, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, avec un capital social de USD 186.549.000,00 et immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 86.908 (la «Société»), constituée suivant un acte reçu en date du 25 février 2002 par Maître Joseph ELVINGER, alors notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, sous le numéro 1015 du 3 juillet 2002.

Les statuts de la Société ont été modifiés plusieurs fois et pour la dernière fois par acte du notaire instrumentant, en date du 12 décembre 2014, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

II. Le capital social de la Société est fixé à USD 186.549.000,00 (cent quatre-vingt-six millions cinq cent quarante-neuf mille US Dollars) représenté par 1.865.490.000 (un milliard huit cent soixante-cinq millions quatre cent quatre-vingt-dix mille) parts sociales d'une valeur nominale de USD 0,1 (dix cents) chacune.

III. La Société a des pertes réalisées au 31 décembre 2013 d'un montant de EUR 119.272.791,58 (cent dix-neuf millions deux cent soixante-douze mille sept cent quatre-vingt-onze Euros cinquante-huit cents) qui ont été converties au taux de change de EUR 1,- pour USD 1,3791 fixé par la Banque Centrale Européenne (BCE) en un montant de USD 164.489.106,87 (cent soixante-quatre millions quatre cent quatre-vingt-neuf mille cent six US Dollars et quatre-vingt-sept cents) avec effet au 1^{er} janvier 2014 par décision de l'Associé Unique du 12 décembre 2014.

IV. Le but des présentes résolutions est le suivant:

1. de réduire le capital social de la Société à concurrence d'un montant de USD 147.549.000,00 (cent quarante-sept millions cinq cent quarante-neuf mille US Dollars) pour le ramener de son montant actuel de USD 186.549.000,00 (cent quatre-vingt-six millions cinq cent quarante-neuf mille US Dollars) à USD 39.000.000,00 (trente-neuf millions de US Dollars) par absorption d'une partie des pertes réalisées et existantes au 31 décembre 2013, reportées de la Société, à concurrence de USD 147.549.000,00 (cent quarante-sept millions cinq cent quarante-neuf mille US Dollars), telles qu'elles ressortent du bilan approuvé lors de l'assemblée générale ordinaire du 8 mai 2014, et l'annulation de 1.475.490.000 (un milliard quatre cent soixante-quinze millions quatre cent quatre-vingt-dix mille) parts sociales de la Société;

2. de compenser un montant de USD 16.940.106,87 (seize millions neuf cent quarante mille cent six US Dollars quatre-vingt sept cents) de la réserve libre de la Société avec les pertes résiduelles réalisées et existantes au 31 décembre 2013, reportées de la Société, à concurrence de USD 16.940.106,87 (seize millions neuf cent quarante mille cent six US Dollars quatre-vingt sept cents), résultant de l'adoption des résolutions sous le point 1. ci-dessus;

3. de modifier le premier alinéa de l'article 6.1 des statuts de la Société afin de lui donner désormais la teneur suivante:

" **Art. 6.1.** Le capital souscrit de la société est fixé à USD 39.000.000,00 (trente-neuf millions de US Dollars) représenté par 390.000.000 (trois cent quatre-vingt-dix millions) de parts sociales d'une valeur nominale de USD 0,1 (dix cents) chacune."

IV. Ceci ayant été établi, l'Associé Unique a adopté les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de réduire le capital social de la Société à concurrence d'un montant de USD 147.549.000,00 (cent quarante-sept millions cinq cent quarante-neuf mille US Dollars) pour le ramener de son montant actuel de USD 186.549.000,00 (cent quatre-vingt-six millions cinq cent quarante-neuf mille US Dollars) à USD 39.000.000,00 (trente-neuf millions de US Dollars) par l'absorption d'une partie des pertes réalisées et existantes au 31 décembre 2013, reportées de la Société, à concurrence de USD 147.549.000,00 (cent quarante-sept millions cinq cent quarante-neuf mille US Dollars), telles qu'elles ressortent du bilan approuvé lors de l'assemblée générale ordinaire du 8 mai 2014, et l'annu-

lation de 1.475.490.000 (un milliard quatre cent soixante-quinze millions quatre cent quatre-vingt-dix mille) parts sociales de la Société ayant une valeur nominale de USD 0.1 (dix cents américains).

Les pertes réalisées au 31 décembre 2013 d'un montant de EUR 119.272.791,58 (cent dix-neuf millions deux cent soixante-douze mille sept cent quatre-vingt-onze Euros cinquante-huit cents) ont été converties au taux de change de EUR 1,- pour USD 1,3791 fixé par la Banque Centrale Européenne (BCE) en un montant de USD 164.489.106,87 (cent soixante-quatre millions quatre cent quatre-vingt-neuf mille cent six US Dollars et quatre-vingt-sept cents) avec effet au 1^{er} janvier 2014 par décision de l'Associé Unique du 12 décembre 2014.

La preuve de l'existence des pertes réalisées au 31 décembre 2013, a été donnée au notaire instrumentaire par la remise d'un bilan au 31 décembre 2013 dûment approuvé par l'assemblée générale annuelle en date du 8 mai 2014, lequel reste annexé au présent acte.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide par la suite de compenser un montant de USD 16.940.106,87 (seize millions neuf cent quarante mille cent six US Dollars quatre-vingt sept cents) de la réserve libre de la Société avec les pertes résiduelles réalisées et existantes au 31 décembre 2013, reportées de la Société, à concurrence de USD 16.940.106,87 (seize millions neuf cent quarante mille cent six US Dollars quatre-vingt sept cents).

Troisième résolution

En conséquence de ce qui précède, l'Associé Unique décide de modifier le premier alinéa de l'article 6.1 des statuts de la Société afin de lui donner désormais la teneur suivante:

" **Art. 6.1.** Le capital souscrit de la société est fixé à USD 39.000.000,00 (trente-neuf millions de US Dollars) représenté par 390.000.000 (trois cent quatre-vingt-dix millions) de parts sociales d'une valeur nominale de USD 0,1 (dix cents) chacune."

Plus aucun point n'étant à l'ordre du jour l'assemblée est levée.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelques formes que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont à sa charge en raison du présent acte est estimé approximativement à la somme de EUR 9.000,-.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française. À la requête de la même partie comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au membre du Conseil et mandataire comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, la prédite personne a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: A. DI ROBERTO, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 19 janvier 2015. Relation: 1LAC/2015/1461. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 février 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015032615/187.

(150036565) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 février 2015.

Usiminas International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 112.737.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

USIMINAS INTERNATIONAL S.A R.L.

Signature

Référence de publication: 2015033985/11.

(150037728) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2015.

Orsay-Re, Société Anonyme.

Siège social: L-4801 Rodange, Zone Industrielle du P.E.D..
R.C.S. Luxembourg B 90.130.

L'an deux mil quatorze, le dix-huit décembre.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme ORSAY-RE ayant son siège social à L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 90130

constituée suivant acte reçu par Maître Paul FRIEDERS, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 15 novembre 2002, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 28 du 10 janvier 2003.

L'assemblée générale extraordinaire est ouverte à heures sous la présidence de Monsieur Régis GALIOTTO, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président nomme comme secrétaire, Solange WOLTER, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg et comme scrutatrice, Madame Valérie COQUILLE employée privée demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée étant constitué, la présidente requiert le notaire d'acter que:

I: L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Transfert du siège social de la société du 534, rue de Neudorf L-2220 Luxembourg à la Zone Industrielle du P.E.D. - B.P 20 - 4801 RODANGE avec effet immédiat.

2. Modification subséquente de l'article 3 des statuts

II: Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions des actionnaires, sont renseignés sur une liste de présence, laquelle, signée par les actionnaires ou par leurs mandataires et par les membres du bureau de l'assemblée, restera annexée aux présentes.

III: Il résulte de ladite liste de présences que toutes les actions sont présentes ou représentées à l'assemblée, laquelle en conséquence est constituée régulièrement et peut valablement délibérer sur les points de l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'Ordre du Jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

Les actionnaires décident de transférer le siège social de la Société du 534, rue de Neudorf L-2220 Luxembourg à la Zone Industrielle du P.E.D. - B.P 20 -4801 RODANGE avec effet immédiat.

Deuxième résolution

En conséquence de ce qui précède les actionnaires décident de modifier l'article 3 des statuts comme suit:

« **Art. 3.** Le siège de la société est établi à Rodange.»

Evaluation des frais.

Les frais, dépenses, rémunération et charges qui incombent à la Société en raison du présent acte, sont évalués à mille quatre cents Euros (1.400.- EUR).

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour la présente assemblée a été clôturée à heures.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparantes, connues par le notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, état et demeure, les membres du bureau ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: R. GALIOTTO, S. WOLTER, V. COQUILLE et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 29 décembre 2014. Relation: LAC/2014/63702. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 13 février 2015.

Référence de publication: 2015033301/52.

(150037091) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2015.